

le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°501 JEUDI 20 OCTOBRE 1983 8,00 F



Paix ?

La paix, nouvel instrument des dirigeants pour perpétuer les inégalités, ou démarche libératrice ?

Notre point de vue en page 12.

Sécurité sociale

— P. 4 : l'enjeu d'une élection.

— P. 5 : la Sécu. et les immigrés.

Afghanistan

Deuxième partie du reportage de Ghislain Bellorget qui accompagnait une mission médicale durant deux mois. lire page 8.

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Gironde : Bordeaux — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais, Creil, Pont-Sainte-Maxence — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e — **Banlieue sud** : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — **Banlieue est** : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — **Banlieue ouest** : Houilles, Sartrouville, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — **Banlieue nord** : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — **Ile-de-France** : Brunoy, Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — **Ouest** : Lamballe, Routot, Bégard, Laval, Poitiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême — **Centre** : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — **Sud, Sud-Ouest** : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer — **Rhône-Alpes** : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble — **Corse** : Ajaccio — **Guadeloupe** : Gourbeyre.

fête

Du 17 au 22 octobre, le groupe Albert Camus de Toulouse vous invite à participer aux soirées libertaires qui se dérouleront à l'atelier de création populaire « Archéopteryx », 15, rue des Loïs. Au programme :

• jeudi 20 octobre, à 21 h : rock and blues avec Little helpers ;

• vendredi 21 octobre à 21 h : Serge Utgé-Royo, chanteur.

Expositions permanentes : affiches libertaires, œuvre culturelle des libertaires espagnols en exil. Entrée gratuite.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

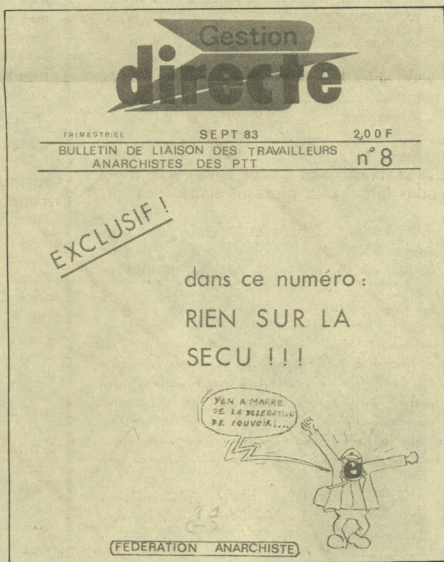
Cheque postal Cheque bancaire Mandat-lettre Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

éditions



« Gestion directe » n° 8, le bulletin de liaison des travailleurs anarchistes des PTT, est paru.

Cet été, les postiers n'ont pas chômé. Que du beau, que du bon, que du luxe. Qu'on en juge : pages 2-3 : bilan 83 (ch oui, déjà !) ; pages 4-5 : une BD ; pages 6-7 : réflexions sur le syndicat ; page 8 : la CFDT-PTT nous cause des CAP.

Et tout ça en couleur.

Deux francs le numéro (n'oubliez pas les frais de port).

Disponible à la librairie du Monde libertaire : 145, rue Amelot, Paris-11^e.



Affiche éditée par l'Administration. Prix : 5 F l'unité, 0,85 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 92 X 65.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n° 55 636

Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20^e

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Route 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

communiqués

• Le groupe libertaire de Marseille organise une permanence télévision à l'occasion de l'émission « Vivre en communauté en 83 » qui passera sur F.R.3, le samedi 22 octobre à 16 h. Se déroulera ensuite un débat. Venez donc nombreux ce jour au local : 3, rue Fontaine-de-Caylus. 13002 Marseille.

• Le groupe d'Agén organise le samedi 22 octobre à 21 h, au centre culturel d'Agén (salle Ledru-Rollin), un spectacle avec Serge Utgé-Royo.

• Le groupe d'Evreux tiendra ses permanences le dernier samedi de chaque mois, à partir du 29 octobre, dans la salle n° 2 des associations, derrière la mairie d'Evreux. Il convie toutes et tous à venir s'informer sur les propositions libertaires.

• Le groupe de Villejuif-Valmy reprend ses ventes du Monde libertaire :

- vendredi : de 17 h 30 à 19 h au supermarché Casino de Vitry ; de 17 h 30 à 19 h, au métro Kremlin-Bicêtre ;

- samedi : de 10 h à 12 h, au marché de Vitry ; de 10 h 15 à 12 h, au marché Romain-Rolland à Villejuif.

Nous invitons les personnes désireuses de développer l'anarchisme à nous contacter lors de ces ventes.

• Tous les lecteurs du Monde libertaire, sympathisants du mouvement, peuvent rejoindre le groupe de Moulins qui prépare différentes actions concrètes pour cet automne (montage audiovisuel, publication d'une brochure et différents débats). A noter qu'un autre groupe est en formation dans le département de l'Allier, sur Vichy. Pour tous contacts, écrire aux R.I. qui transmettront.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Amis lecteurs, Nice : fête des associations — PAGE 4 : Insoumission, Grève P.T.T., Sécu — PAGE 5 : Congrès C.N.S.T.P., Immigrés et Sécu — PAGE 6 : F.M.I., Le délire américain — PAGE 7 : Pologne, Grève en Belgique — PAGE 8 : Afghanistan suite — PAGE 9 : Election en Suisse — PAGE 10 : Archives, Note de lecture — PAGE 11 : Notes de lecture, programme R.L. — PAGE 12 : Paix ?

A PARIS, UN INSOUMIS...

Après avoir passé l'été dans la clandestinité, Thierry Maricourt, un militant du groupe anarchiste d'Amiens (F.A.) a enfin des nouvelles de la « grande muette ». Insoumis au service militaire depuis le 1^{er} février 1983, il avait tenté durant le premier semestre 1983 de se faire arrêter par la gendarmerie, estimant non pas qu'une incarcération était la suite logique de son insoumission, mais plutôt que le choix de vie qu'il avait fait devait être respecté, devait être un droit et, de ce fait, ne devait pas le conduire à la prison.

Mais les autorités militaires préféraient à cette époque laisser couler l'affaire... « Il faut attendre », répondent les pandores à Thierry Maricourt lorsqu'il s'étonne que la justice n'a pas encore statué sur son cas. C'est pour cela qu'il a passé l'été à l'abri des regards « indiscrets », puisqu'il s'attendait plus ou moins à ce que les autorités militaires mettent à profit la période estivale (cf. Radio-Libertaire) pour l'arrêter *manu militari* lorsqu'un soutien extérieur est difficile à réaliser.

Thierry Maricourt risque une peine de seize mois de prison, peine généreusement distribuée aux insoumis politiques depuis la suppression des tribunaux militaires et la création de juridictions « civiles » spécialisées pour les infractions militaires.

La justice ayant décidé de l'isoler de la ville dont il est originaire et du soutien qui commençait à se manifester autour de son insoumission (alors qu'il existe une juridiction spécialisée pour les infractions militaires à Amiens), il est indispensable qu'un soutien actif se développe autour de son procès qui se déroulera le 26 octobre, à 13 h 30, au palais de Justice de Paris 4 (chambre n° 10), boulevard du Palais (métro Saint-Michel).

Pour tout contact : groupe anarchiste d'Amiens, BP 7, 80330 Longueau.

Thierry Maricourt est l'auteur d'un recueil de poèmes qu'il a auto-édité : *Dose létale*, en vente à la librairie du Monde libertaire, ou en écrivant au G.A.A., BP 8, 80330 Longueau.

Groupe d'Amiens de la F.A.

en bref... en bref... **AMIS LECTEURS**

• Une erreur s'est glissée dans le M.L. n°498 à propos de la date de la manifestation organisée par le journal *L'Anarchiste*. Elle se déroulera le 22 octobre à 15 h, à Barbès. Pour contacter le journal : vendredi de 18 h à 19 h 30, Tél. 209.93.22., ou au 7, rue des Fêtes. Paris 18°.

• *Objection* n°45 est paru. Dedans toujours le plein de renseignements et d'informations sur l'objection et l'antimilitarisme.

• Le Centre international de recherche sur l'anarchisme de Marseille reçoit le 29 octobre : P.M. Cardona, journaliste et animateur des éditions *Avant de recherche*, qui animera un débat sur la militarisation en France. Et ce, à partir de 17 h au local du C.I.R.A. : 9, rue des Convalescents (2^e étage) 13001 Marseille.

• L'association Culture au quotidien est présente dans de nombreux cafés et restaurants parisiens. Les spectacles ont lieu en ce moment dans les 10^e, 19^e, 18^e et 20^e arrondissements. Vous pouvez trouver les programmes d'octobre au : 21, rue de la Butte-aux-Cailles. Paris 13°. Tél. : 580.95.49.

• Des cours d'espéranto sont organisés et donnés bénévolement au local du groupe de Fresnes-Antony : 34, rue de Fresnes. 92160 Antony. Métro R.E.R. : Antony. Bus n°197, Porte d'Orléans. Les cours débuteront le 18 novembre à 18 h 30 - 20 h, et auront lieu tous les vendredis jusqu'au mois de juin.

• Aux cris de « Non au racisme, de gauche ou de droite ! », une manifestation organisée par de jeunes maghrébins de Wazemmes (quartier populaire de Lille) a rassemblé 170 personnes. Il s'agissait de protester contre la venue de J.-M. Le Pen dans la région.

• Une Permanence-Saison, a édité des posters pour informer les travailleurs saisonniers de leurs droits et pour s'aider financièrement. Cette permanence existe depuis 3 ans et son travail commence à porter ses fruits dans le pays basque, là où elle est implantée. Permanence-Saison, « Xotildeia », 64690 Armoenart.

LE 3 septembre paraissait un numéro spécial du *Monde libertaire*. Un numéro entièrement consacré à la défense de Radio Libertaire. Ceci pour rappeler, s'il le fallait, à chacun d'entre nous que derrière une radio « bruyante », sinon à ses côtés, se trouvent un outil d'expression tout aussi nécessaire.

Par sa seule pérennité et les différentes périodes intenses qu'il a traversé, le journal a fait ses preuves, il faut l'aider, car son avenir, sans votre effort, n'est pas acquis. Tous les efforts, nous disons bien tous, même s'ils paraissent insignifiants face à l'étendue des combats qui nous attendent, ne sont pas à négliger : un autocollant, une affiche, un invendu donné, un tract distribué, représentent de petits efforts, mais c'est eux qui font qu'indéniablement notre journal est toujours debout et soit reconnu comme voix des anarchistes.

Il faut donc, si l'on veut aider le journal, récapituler quelques uns des moyens de propagande. La vente à la criée : il vous suffit de nous écrire pour que l'on vous assure le service. Mais pour obtenir l'équilibre financier nous favorisons, comme l'indique le pavé ci-dessous l'abonnement groupé payant. Ceci pour préciser que les ventes à la criée sans abonnement groupé payant sont maintenues, mais que nous nous ferons plus pressant auprès des vendeurs négligeants.

Comme moyen de propagande favorable au *Monde libertaire*, on ne peut pas ne pas penser à l'affiche — voir page 2 — dont un beau stock attend d'être encollé sur les murs des communes de France.

Et puis nous serions en reste si nous ne vous parlions pas des prélèvements automatiques. Ils représentent déjà, globalement, un beau poumon pour le journal, mais c'est encore un poumon de toxicomane, un poumon quelque peu atrophié, pas un poumon de bouquetin des Alpes ! Il faut donc si cela vous est possible augmenter le montant du votre, pour suivre l'inflation, ou tout simplement, si vous n'avez pas eu encore l'idée ou le courage de nous demander un formulaire, de le faire sans tarder. L'oxygène, pour *Le Monde libertaire* reste une nécessité vitale afin de résorber son déficit hebdomadaire.

Les administrateurs
P. Bedos — J.-L. Larédo

• **Souscription :**
COLOMBOT Paule 200 F, PUBLICO 933 F, LANGLAIS Gérard 50 F, LOUAISS Pierre 50 F, LE DAIN 100 F, GADONNA Michel 34 F, Philippe MARVIER 50 F, GAMBELOU 50 F, SAPPYA Michel 150 F, TEYSSIER Daniel 50 F, BARTOLUCCI Philippe 50 F, SALMON Philippe 50 F, OLIVERA Raoul 50 F, GUYADER J.-P. 15 F, CHADAGNE J.-C. 50 F, AUDOINJ.-M. 100 F, SCHNEIDER Roselyne 200 F, Gilles KOSAK 50 F, GARCIA Manuel 50 F, GARCIA François 50 F, BARCELO Jean-Luc 50 F, BARTELLETTI Daniel 500 F, DURANT Yves 100 F, HANS Christine 50 F, BOURLET Valérie 50 F, une autrice de R.L. 2 500 F, CARRE Philippe 50 F, Librairie 593 F.

• **Virements automatiques :**
Groupe d'Aubenas 200 F, Liaison Anizy 100 F, Groupe Fresnes-Antony 150 F, GIRAUD J.-P. 300 F, Groupe Sacco-Vanzetti 350 F, Groupe du 14^e 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, REMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 54 F, FEHR Didier 50 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER O. 50 F, Groupe Jacob 100 F, BOITELLE Bruno 25 F, Groupe Malatesta 100 F, Groupe de Béziers 50 F, Groupe de Houilles-Sartrouville 100 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, SELLIER Bertrand 150 F, Groupe Varlin 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Groupe Louise-Michel 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Liaison Bégard 10 F, Groupe du Marais 50 F, Sylvie LAFABREGUE 50 F, Groupe de Bobigny 100 F, Groupe de Rouen 50 F, BABIN Edmond 100 F, Groupe de Périgueux 50 F, ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISONN Christian 70 F, ROLIN N. et J.-C. 100 F, BERRAUD J.-P. 100 F, SELLIN P. 20 F, CORDELET Didier 30 F, CAILLOT J. 50 F, Liaison Blois 100 F, SANCHEZ M. 50 F, Groupe Sevrans-Bondy 150 F, Groupe Bakounine 100 F.

• Total des souscriptions (octobre) : 5 632 F.
• Virements automatiques mensuels : 4 669 F.
• Total général (octobre) : 10 301 F.

Nous vous proposons de choisir ce système car il nous permettra de recevoir de l'argent d'avance et de ne pas nous enfermer dans des correspondances de relance.

Les chiffres de ce tableau sont calculés de la façon suivante : pour un envoi de 3 exemplaires, on considère une vente de 2 ex. ; pour 5 ex. envoyés : 3 ex. vendus ; pour 10 ex. : 6 ex. ; pour 15 ex. : 10 ex.

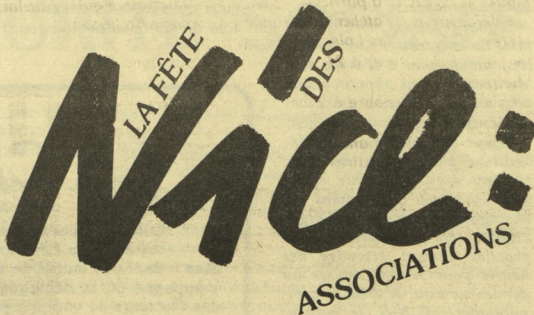
Les administrateurs

	3 M.L.	5 M.L.	10 M.L.	15 M.L.
3 mois				
13 n°	200 F	300 F	600 F	1 000 F
6 mois				
26 n°	400 F	600 F	1 200 F	2 000 F
1 an				
50 n°	800 F	1 200 F	2 400 F	4 000 F

Editorial

LA partie de bras de fer engagée entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. pour l'implantation de missiles S.S. 20 et Pershing, plonge les peuples européens au centre d'une escalade dans laquelle ils tentent d'intervenir afin de l'enrayer. La déclaration de l'un des représentants de l'U.R.S.S. aux Nations Unies, estimant récemment que « du point de vue soviétique, la situation actuelle n'a jamais été plus dangereuse depuis la Seconde Guerre mondiale », illustre les présentes surenchères de super-impérialismes s'estimant seuls juges du devenir de populations entières.

Il est pourtant trop facile de renvoyer dos à dos Etats-Unis et U.R.S.S. en se voilant la face quant aux armes nucléaires françaises, d'ailleurs impliquées malgré elle dans un marchandage auquel cède peu à peu le gouvernement : notre arsenal nucléaire n'est ni plus « innocent » ni plus légitime que n'importe quel autre et il n'existe pas de neutralité française. Les successives prestations de Mitterrand, et la dernière en date en Belgique, ne peuvent dédouaner un Etat français qui, tout en renforçant considérablement son potentiel nucléaire, cherche à décliner toute responsabilité quant aux risques de guerre que nous encourrons. Et l'Etat socialiste comme son prédécesseur est d'autant moins crédible sur ce terrain qu'il est un pourvoyeur de premier plan en armements conventionnels à travers le monde. Baisse de 27% des ventes d'armement durant le premier semestre 83 par rapport à celui de 82, annonçait dernièrement Henu. Nous nous permettons de rappeler qu'après la fulgurante progression des ventes en 1982, le niveau du premier semestre 83 a regagné le niveau de 81, traduisant sur une période de plusieurs années une stabilité qui devrait rassurer nos pourvoyeurs de mort. Mais le problème se situe-t-il dans la quantité d'armes livrées ? Les cinq « Super Etendard » porteurs de missiles Exocet tant attendus par l'Irak pour rééquilibrer sa position militaire et stratégique vis à vis de l'Iran suffisent à eux seuls pour que les dirigeants iraniens menacent d'être en mesure de déclencher une Troisième Guerre mondiale. Armements nucléaires, conventionnels, en petites ou grandes quantités, et avec eux les gouvernements qui, tous à leur degré, concourent à leur production, participent peu ou prou à nous acheminer vers le gouffre. La riposte internationale des travailleurs pourra seule y mettre un terme.



LE dimanche 9 octobre s'est déroulée devant une faible assistance la fête des associations dans l'enceinte du patronage Saint-Roch, endroit vétuste et isolé.

Cette journée d'animation regroupait une dizaine de stands qui tenaient avant tout à montrer leur détermination farouche à exister dans une ville ignorante du principe associatif.

L'esprit « bon enfant » de cette fête ne doit surtout pas faire oublier les revendications essentielles des nombreux militants qui tentent de créer un espace nécessaire à l'épanouissement de l'individu.

En effet, cette rencontre a pour but de mobiliser la population en vue de l'ouverture d'une maison des associations qui permettrait à tous de faire progresser le principe d'entraide.

Malheureusement la municipalité commandée par la clique

à Médecin préfère pavoiser devant le Palais des congrès, lieu où les exploiters de tous poils pourront se gargariser à moindre frais d'ici 1985. A Nice, cinquième ville de France, la vie culturelle est totalement noyauté par l'administration en place qui crée des lieux pour favoriser le dynamisme des commerçants et flatter le bulletin de vote d'une population en partie réactionnaire.

La vie associative est pourtant indispensable pour le bien-être de chacun. Alors le problème étant clairement posé, il suffit maintenant de multiplier les associations regroupant ainsi un grand nombre de personnes prêtes à faire plier la clique en place qui subira logiquement le désir inébranlable de la population vivante.

Roger
Liaison Nice

Une librairie où l'on trouve toute la littérature anarchiste ?

C'EST LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE
145, RUE AMELOT, PARIS-11°
TÉL. : 805.34.08

NON-LIEU POUR UN INSOUMIS

Il était une fois un insoumis qui sema les revendications de son antimilitarisme comme le petit Poucet ses cailloux blancs. Au cœur de la forêt il a vécu 5 ans en clandestinité avec ses petits frères d'« *Avis de recherche* » le journal des insoumis. Le vilain ogre avait lancé contre lui un mandat d'arrêt. Deux fois l'ogre l'arrêta pour le manger, deux fois il s'évada de la caserne Duplex. Le petit P... fut fait prisonnier une dernière fois le 15 juillet, l'ogre le conduisit à Fresnes où il fut incarcéré.

Ses copains et ses copines ne voulaient pas le voir mangé par les vilains messieurs. Avec lui, ils résistèrent, se battirent, allant jusqu'à défilé nus sous l'Arc de Triomphe et descendirent les Champs-Élysées dans la tenue d'Adam pour certains, d'Eve pour d'autres. La presse pour parler du cul de ses amis, dut parler de lui : « Des antimilitaristes ont défilé nus sur les Champs-Élysées pour exiger la libération de Jean-Pierre Mouminous ». Une lutte acharnée était engagée contre la Grande Muette, nous avions pour nous l'expérience des réseaux insou-

mis depuis 6 ans et des occupants-rénovateurs depuis 2 ans. Après neuf jours de bras de fer, d'actions, de provocations, Pierric fut libéré et réformé. Une belle victoire ; le procès devait intervenir courant décembre ou janvier.

Et puis... le 3 octobre, le juge d'instruction délivra un non-lieu. Il renouait à poursuivre Pierric, pour lui le délit n'était pas constitué : Pierric n'avait jamais été insoumis !!! Une aberration juridique et comme disent les imbéciles le dimanche après-midi : « Incroyable... bê, bê, bêé vrai !!! ». Le journal *Le Monde* (tout court) lui consacra un article titré : « Un insoumis obstiné », pas moins. Alors ? A-t-il eu de la chance ? A-t-il eu un juge sympa, comme on dit ? Non, il n'a pas eu de chance : il n'est pas tombé dans la potion magique quand il était petit. Quant à son juge : dans la cellule de Pierric à Fresnes il y avait un autre insoumis, en taule pour exactement la même chose, avec le même juge : M. Beuguitt, et bien ce gars-là avait déjà tiré 5 mois de préventive... Sans commentaire. Où est alors la différence ? Dans la lutte ! Pierric depuis toujours résiste

et se bat, et jour après jour construit son rapport de force qui vient de son énergie personnelle et aussi de sa capacité à ne pas se faire isoler. Un groupe plus un individu, lorsqu'ils sont déterminés, peuvent de manière exemplaire gagner le combat judiciaire.

C'est cette constante vérité que Pierric vient à son tour de démontrer. Alors que les pleurnichards pleurnichent, que les sceptiques sceptisent, que les fabulistes fabulisent et que les autres gagnent par leur combat. Il ne faut jamais oublier, il faut savoir, que les règles de la justice peuvent être transgressées par les juges eux-mêmes si leur intérêt le leur commande. Et un rapport de force bien senti commande à leur intérêt mieux que tout autre chose.

Non-lieu pour un insoumis : du jamais vu ! Il ne tient qu'aux insoumis d'aujourd'hui de faire que l'on revoit ce « jamais vu ». Et on peut rêver, c'est pas interdit, et même si ça l'est, à ce que le « jamais vu » se con- jure en habitude.

Frédéric Joyeux

Nice: DU CÔTÉ DU PLACARD

Le vendredi 30 septembre, plus d'une centaine de détenus de la prison de Nice ont manifesté lors de la traditionnelle promenade. Leur refus de rentrer dans les cellules, faisait suite à la mise à l'isolement d'un de leurs camarades et à l'absence de parloirs rapprochés.

Depuis plusieurs mois, des actions de ce genre se sont déroulées, notamment à Rennes et à Montpellier, sans aboutir à une prise en considération de ce besoin essentiel de communication.

Il faut bien savoir que les détenus ne peuvent entretenir de contacts avec l'extérieur vu le surpeuplement des prisons de l'hexagone et le manque d'organisation lors des visites, où les proches doivent attendre des heures pour se voir refuser au dernier moment, le droit de communiquer. A Nice le surpeuplement de la maison d'arrêt est inquiétant, puisqu'elle renferme 700 détenus pour un effectif théorique de 300.

Face à ces problèmes, les détenus se sont organisés en manifestant le vendredi 30 septembre ; une soixantaine de gardiens sont intervenus et ont traîné violemment les taulards à l'intérieur des cellules. Une fois le calme revenu, l'administration pénitentiaire a décidé de transférer cinquante prisonniers vers les maisons d'arrêt de Draguignan et Marseille pour endiguer le début de révolte organisée des détenus.

Nous ne pouvons que nous solidariser avec les actions des prisonniers visant à améliorer leurs conditions d'enfermés. Mais nous devons également permettre à l'information de circuler pour mieux amener l'ensemble des individus à démolir les prisons.

Roger
Liaison Nice

P.T.T. : LE MINISTRE N'A RIEN COMPRIS...

La grève dans les centres de tri postal tend à se transformer en grève larvée. Rien n'est réglé pour l'essentiel et, quoi qu'en disent les médias, de nombreux centres sont encore touchés par des mouvements de grève, prenant le plus souvent la forme de débrayages quotidiens qui, sans bloquer complètement l'acheminement du courrier, empêchent la résorption des retards et maintiennent une situation tendue.

Les « points chauds » se déplacent, certains centres entrent en lutte en relais de ceux qui s'essouffent. Les centres de chèques postaux sont

également entrés dans l'action sur des revendications similaires.

Le point le plus marquant de cette dernière semaine est sans aucun doute l'intervention du ministre des P.T.T., Louis Mexandeu, devant l'Assemblée nationale. Une nouvelle fois, cet universitaire a fait preuve de son incompétence ministérielle en avouant qu'il ne savait pas pourquoi des grèves continuaient dans ses services !

En fait, il lui coûterait surtout de reconnaître qu'il s'agit d'un profond mécontentement et il tente de le nier en s'appuyant sur les positions mo-

dérées des fédérations syndicales pour laisser sous-entendre qu'il s'agit sans aucun doute d'un mouvement de non-syndiqués ! Erreur, puisque ce sont bien des sections syndicales qui repoussent les compromis douteux élaborés au sommet sur leur dos qui animent ces mouvements.

Un autre secteur est entré en action récemment. Il s'agit des services de nuit des bureaux centraux d'arrondissement de Paris qui revendiquent un alignement sur le cycle de travail des centres de tri (2 nuits sur 4), alors qu'actuellement ils travaillent 2 nuits sur 3). Le ministre avait

fait des promesses de réduction du temps de travail pour le 1^{er} octobre, promesses non tenues évidemment... C'est donc un réel mécontentement qui a poussé une majorité de ces travailleurs à la grève dans la nuit du 12 au 13 octobre, à l'appel de la C.F.D.T. La moitié des bureaux de Paris étaient en grève entre 70 et 100%. La direction a du proposer un nouveau calendrier de discussions qui doit déboucher sur une décision début novembre. D'ici là, les travailleurs tenteront de maintenir la pression par des débrayages hebdomadaires.

A.S.

LA CAMPAGNE DE LA SÉCU

LORSQUE ces lignes paraîtront, les résultats de la consultation du 19 octobre, seront connus. Il n'est cependant pas inutile de stigmatiser quelques traits de cette campagne où la démagogie a prédominé. Pour la majorité des électeurs ce vote n'a pas plus de sens qu'un vote d'élection politique. Bien sûr tout le monde sait bien que l'enjeu est différent, précis, bien centré, et que nous sommes tous concernés par l'important problème de notre protection sociale. Pourtant il suffit d'écouter autour de soi les déçus du 10 mai 81 qui assimilent partis de gauche et syndicats — ce en quoi, ils n'ont pas tort pour la C.G.T. et la C.F.D.T. — ou d'entendre les partis de droite et même d'extrême droite appeler à voter C.G.C., F.O. ou C.F.T.C. contre les deux autres, pour comprendre que tout est faussé, qu'il se dira tout et n'importe quoi pour essayer de grappiller des voix. Et, qu'en tout état de cause, on est loin d'une prise en charge par les intéressés de leurs problèmes de Sécurité sociale, comme nous pourrions le souhaiter.

Je ne sais si les appels de la droite seront efficaces au niveau des suffrages exprimés, toujours est-il qu'il est pour le moins curieux de voir, les chantes de la libre exploitation, du capitalisme musclé, du racisme même se mêler de défense des intérêts des salariés, de solidarité des travailleurs, car la Sécurité sociale c'est cela. La droite est prête à tout pour tenter de minimiser l'influence de la gauche à travers la C.G.T. et la C.F.D.T. Il n'est cependant pas certain qu'elle obtienne l'effet escompté. Cette prise de position risque au contraire de faire oublier à de nombreux travailleurs l'allégeance de ces deux syndicats à la politique de rigueur du gouvernement.

Comme les syndicalistes sont peu nombreux, en comparaison de la foule des électeurs qui, d'après un sondage pour le *Nouvel Economiste*, et dont *Europe 1* faisait mention vendredi 14 au matin, seraient prêts à brader une partie de l'as-

surance maladie aux compagnies privées pourvu qu'on n'augmente pas leurs cotisations.

On peut imaginer l'énormité des arguments de la campagne. Ainsi la C.G.C. syndicat catégoriel qui défend les privilèges des cadres se met au service de tous, dans l'intérêt général contre les inégalités ou l'augmentation des inégalités, pour être précis. « Je me marre ! » Elle nous apprend en plus qu'une famille de trois enfants avec un revenu de trois fois le SMIC a un niveau de vie inférieur à un célibataire smicard ! Ça n'étonnera personne si je vous dit qu'elle encourage la natalité par une politique familiale hardie : « Au diable les problèmes démographiques ! », il faut des cotisants pour payer la retraite aisée des cadres, qu'ils se proclament les meilleurs gestionnaires, c'est normal ils sont cadres ! Et c'est plus que dur d'entendre, pour glaner le vote des femmes, des cégécistes phalocrates promouvoir une image de la femme au foyer dans le style des années cinquante. Du côté de la C.F.T.C., c'est le même topo sur la femme et la famille chrétienne ; à l'entendre on se demande où est passé le « déficit » et les problèmes actuels...

Pour seulement les syndicalistes et plus généralement les syndiqués correctement informés, l'élection des administrateurs à la Sécurité sociale et aux Caisses d'allocations familiales prend un sens réel ;

- Des conclusions pourront être tirées de ce scrutin quant à la représentativité des cinq grandes centrales syndicales.
- La protection sociale, domaine d'action privilégié du syndicalisme verra les orientations pour lesquelles les syndicats voteront, discutées et définies en assemblées syndicales.
- L'élection des listes syndicales peut donner l'illusion d'un contrôle de l'organisation sur les hommes qu'elle présente.

AUTOUR DU CONGRÈS DES TRAVAILLEURS-PAYSANS

C'est dans la région de Larzac, symbole de luttes paysannes et d'autres combats, que s'est tenu le second congrès national de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans (C.N.S.T.P.), en début de période des vendanges, ce qui explique le retard de cet article.

Plus de 400 délégués représentant 70 départements et 20 000 adhérents ont participé aux travaux de ce congrès. Ainsi, la C.N.S.T.P. est déjà, après une courte histoire, deux ans, autre chose que le regroupement de divers petits syndicats locaux ou sectoriels, mais bien l'amorce d'une représentativité locale et nationale — rappelons les 10% obtenus là où des candidats étaient en liste aux élections professionnelles des Chambres d'agriculture, en janvier 83 — de ceux qui ont rompu avec un syndicalisme agricole de chefs d'entreprise, dont l'unité factice n'a toujours servi que la cogestion menée par la F.N.S.E.A.-C.N.P.F. et les discours électoraux.

Le niveau de réflexion des textes proposés aux congressistes et la relative maturité des interventions faisaient plaisir à voir.

Les « déçus du socialisme » étaient nombreux dans la salle,

chose qui faisait sourire amèrement les quelques libertaires que nous étions à ce congrès syndical. Après avoir reconnu les maigres « acquis » du gouvernement social-démocrate (reconnaissance de la pluralité syndicale, élections à la proportionnelle, fermeté à Bruxelles lors des discussions européennes), le congrès a analysé la politique agricole gouvernementale et le constat est clair. Il n'y a pas rupture en la matière avec les trente dernières années au profit du capital agrolimentaire et des gros agrariens cogestionnaires de la FNSEA. On continue à favoriser le productivisme, sans prendre en compte la non-rémunération du travail paysan, ni les conséquences pour les consommateurs et la collectivité publique.

Du haut de son ministère, Rocard, un des maîtres en matière de cogestion, — dans *Le Monde libertaire* on a souvent expliqué ce que signifiait l'autogestion revue et corrigée par les cléricaux, les énarques et les patrons de gauche — veut continuer à voir la politique agricole gérée conjointement par l'Etat et la F.N.S.E.A. Il va même jusqu'à placer le seuil de représentativité dans les structures à 15% des voix

syndicales. Ce qui signifie, que sans parler de droit de vote et de décision, les minoritaires syndicaux n'auront même pas accès à l'information.

Imaginons le tollé qu'une telle décision prise à l'encontre du syndicalisme ouvrier provoquerait, alors que là, un seul adhérent d'un syndicat reconnu nationalement peut être délégué dans l'entreprise. Si cette barrière des 15% passe dans le syndicalisme agricole, pourquoi ne pas l'essayer dans le monde ouvrier. Cette bataille, concernant le droit à la représentativité, la C.N.S.T.P. la mènera peut être conjointement avec le M.O.D.E.F. et la F.N.S.P., bien que pour les travailleurs-paysans, le droit syndical signifie accès à l'information afin de nourrir les dynamismes d'action, et non la cogestion qu'elle a toujours de vive voix refusée.

Il est certain que la C.N.S.T.P. a aujourd'hui besoin d'un « second souffle », et devra de façon pragmatique articuler « utopie et réalisme » afin d'ancrer ses positions syndicales dans les faits, et de rendre ses luttes payantes pour les paysans qu'elle a à défendre. Dans la définition d'une stratégie syndicale qui se cherche actuellement, il est vivement souhaitable que la démocratie interne

et fédérale réelle à la C.N.S.T.P., ne soit pas sacrifiée au nom du « réalisme ou de l'efficacité », masquant une cogestion rampante, le début d'une intégration du syndicat à l'Etat. Les débuts d'ambitions politiciennes ou de leaderisation syndicale pourraient aller très vite dans une confédération qui a vu le nombre de ses adhérents quadrupler en deux ans. Néanmoins, bon nombre de syndicats départementaux paraissent vigilants, ce qui est une garantie pour l'avenir. Effectivement il n'est pas facile d'avoir un pied au ministère et l'autre aux champs, ces deux pendants de la vie syndicale complémentaires et indissociables. Et la liste est longue qui énumère les syndicalistes fougues devenus de parfaits cogestionnaires.

L'Etat et le Capital, sous leurs diverses variantes et compréhensions, préférant et subventionnant un syndicalisme cogérant et museleur, les intérêts de classe des producteurs néocessitent un syndicalisme autonome et indépendant des forces politiques et financières. Quand en plus, le corporatisme paysan est tenace, cela ne facilite rien.

A propos du thème central du congrès, le « statut paysan », la C.N.S.T.P. revendique que

les paysans soient socialement et juridiquement pris en compte en tant que travailleurs. C'est à dire que d'une part, les paysans, femmes d'exploitants et aides familiales y compris, aient les mêmes avantages que les autres travailleurs, et que d'autre part soit dissocié « l'économique du familial », bref que les paysans soient producteurs avant d'être propriétaires ou capitalistes, et que les aides et subventions soient socialisées ou remboursables à la retraite, et non une aide à la capitalisation individuelle. Ce projet qui concerne l'identité même des producteurs de l'agriculture n'est qu'une ébauche, mais quel pas en avant...

En cette période clé que nous traversons, charnière politique et économique, les syndicalismes de travailleurs se doivent d'apporter des réponses de classe et d'émancipation face aux mutations complexes du capital et de l'intégration grandissante. Espérons pour sa part qu'après ce bon congrès, la C.N.S.T.P. soit un phare d'énergie et d'espoir syndicalistes dans le monde agricole, continuant en cela à participer aux dynamiques sociétales de l'après soixante-huit.

Alain Crapaud

LES IMMIGRÉS ET LA SÉCURITÉ SOCIALE

« Les immigrés sont toujours malades, ils sont souvent en congé, ils dépensent l'argent de la Sécurité sociale, ils sont responsables du déficit ! »

De ces petites phrases et idées reçues qui circulent et viennent alimenter les propos racistes et xénophobes, on en entend quotidiennement.

Qu'en est-il exactement ?

Voici quelques chiffres qui en disent long sur ce sujet et qui nous donneront des arguments face aux propos tendancieux. Cette étude a été réalisée en 1978 auprès de 300 assurés immigrés et 300 assurés français.

Pour le même nombre d'assuré le montant des dépenses en France est le suivant :

Dépenses en francs	Français	Immigrés
Dépenses totales	1 146 150	975 270
Dépenses / assuré	3 820	3 251
Dépenses / individu (assuré + ayants-droits)	2 795	1 717

La répartition par risque en assurance maladie est la suivante :

Risques	Français	Immigrés
Maladie	94%	70%
Maternité	3%	10%
Accident du travail et maladie professionnelle	3%	18%
Divers		2%

Et la répartition selon le type de médecine ou prescription est :

Médecine et prescription	Français	Immigrés
Hospitalisation	43%	38%
Indemnités journalières	23%	43%
Médecin de ville	32%	14%
Soins externes	2%	5%

Sous-consommation

Une constatation évidente : les immigrés dépensent moins que les français pour leur santé. En examinant de plus près les données précédentes, il ressort que les

immigrés usent moins du médecin de famille que les français pour qui la médecine et ses dérivés pharmaceutiques sont devenus des produits de consommation courante. Cette différence s'explique aussi par la composition de la population immigrée. Elle comporte très peu de personnes âgées, c'est une population jeune donc peu malade. Et il ne faudrait pas oublier que les conditions d'embauche et la précarité de l'emploi de ces travailleurs sont telles que beaucoup craignent d'être licenciés s'ils s'absentent trop souvent pour maladie. D'autre part, des études ont montré que la plupart des maladies observées sur cette population étaient dues à de mauvaises conditions de logement et d'hygiène, ainsi qu'à une alimentation déficiente.

On remarque aussi la place relativement importante occupée par les dépenses de maternité. Les familles immigrées sont souvent des familles nombreuses. C'est pourquoi, il n'est pas rare d'entendre dire qu'avec leur ribambelle d'enfants, les immigrés profitent plus des bienfaits de la Sécurité sociale qu'une simple famille française. Pourtant, il ressort du premier tableau que la dépense par assuré est plus faible pour l'immigré, même si l'assuré immigré a plus de personnes à sa charge (nombreux enfants et femme souvent au foyer), ce qui a pour conséquence de faire chûter sensiblement la dépense par individu qu'il soit assuré ou ayant droit. Cette dépense par individu est très nettement inférieure à celle du français.

Les risques du métier

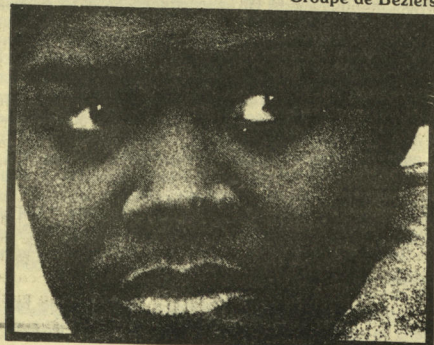
Il existe une rubrique où les dépenses de l'immigré sont nettement supérieures à celles du français. Il s'agit des accidents du travail et des maladies professionnelles. Est-il utile de rappeler que la nature des emplois des travailleurs étrangers les expose particulièrement aux accidents du travail. Le bâtiment et les travaux publics qui emploient le plus de main-d'œuvre étrangère, sont les métiers les plus dangereux. Ajoutons à cela que les immigrés méconnaissent la plupart du temps les textes relatifs aux normes de sécurité et qu'ils sont victimes souvent du chantage au travail, de la part de certains patrons peu scrupuleux sur la sécurité, et on com-

prend mieux cet hécatombe au champ d'honneur du travail.

Malgré cela les immigrés coûtent moins cher que ce que l'on voudrait nous faire croire, bien au contraire ils rapportent plus qu'ils ne coûtent. Et comme dirait Monsieur de Lapalisse, s'ils dépensent moins que ce qu'ils n'apportent, c'est qu'ils contribuent à combler le fameux déficit !

On peut même ajouter que s'ils avaient des logements salubres et des conditions de travail moins pénibles, ils pourraient constituer une mine d'or pour la Sécurité sociale. Car enfin, ils ne sont pas comme certains français qui bouffent du médicament aussi naturellement qu'ils respirent (et pourtant la médecine douce, ça existe !). On devrait plutôt fouiller du côté des entreprises qui ne paient pas leurs charges, et apprécier à leur juste valeur les cadeaux du gouvernement au patronat (exonération des charges). On y découvrirait des chiffres autrement révélateurs et sans aucun doute les véritables responsables, avec la surconsommation médicale, du déficit chronique de la Sécurité sociale.

Carolina
Groupe de Béziers



L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DU F.M.I. :

« T'AS PAS CENT BALLES ? »

« **N**OUS ne voulons pas augmenter nos versements au Fonds monétaire international » disent les pays industrialisés, Etats-Unis en tête, « car la reprise est en train de s'amorcer et le problème de la dette des pays du tiers monde va se résoudre de lui-même, grâce aux vertus du libre-échange et de la liberté d'entreprise ». « D'accord », disent les pays du tiers monde endettés (740 milliards de dollars), « puisque vous parlez de reprise, nous attendrons qu'elle se manifeste chez nous pour vous payer. En attendant, faites donc cesser les fluctuations monétaires et baissez les taux d'intérêt ». Tel est, en résumé, le contenu du dialogue de sourds qui a eu lieu à Washington du 27 au 30 septembre dernier, entre ce qu'il est convenu d'appeler le Nord (pays riches) et le Sud (pays pauvres).

La guerre des crédits

Le groupe des Dix (les dix pays les plus riches) avait rapplé quelques jours auparavant que chacun se devait d'apporter sa contribution aux ressources du F.M.I. dont l'augmentation avait été décidée en février dernier (ça, c'était surtout pour les Etats-Unis, dont le Congrès refuse depuis plusieurs mois de payer la contribution due). Mais, ajoutée en substance ce même groupe des Dix, on n'en fera pas plus !

En effet, les Etats-Unis devaient verser 8,5 milliards de dollars supplémentaires au F.M.I. pour permettre à celui-ci de payer au plus pressé. Du coup, les Européens, qui eux, devaient verser 3 milliards de dollars, ont suspendu leur paiement, sur le thème : « Messieurs les Américains payez les premiers ». L'Arabie saoudite a fait de même, pour la même somme.

Les ressources du F.M.I. sont constituées d'apports des pays membres, suivant des quotas correspondant à leur richesse respective. Pour augmenter les ressources de cet organisme, on

peut augmenter les quotes-parts, avoir recours à des prêts directs ou relever les accords généraux d'emprunts.

En août 1981, on avait autorisé les pays les plus pauvres à tirer sur le Fonds 150% de leur quote-part sur trois ans, soit 450%. Les Etats-Unis réclament plus de rigueur en proposant de ramener ce taux à 102% dès 1984, puis à 87% et 55%.

Ces crédits supplémentaires, dans l'hypothèse où ils seraient payés au F.M.I., sont d'ores et déjà considérés comme insuffisants. L'accès élargi aux ressources du F.M.I. par les pays les plus touchés a été réduit à 125% sur trois ans, chiffre de compromis. Et encore, cette possibilité devra-t-elle rester exceptionnelle, la majorité des programmes d'aide devant être limitée aux 102% réclamés par les Etats-Unis. Quand on sait qu'en outre les Etats-Unis ont refusé d'accorder de nouveaux prêts à l'A.I.D., l'organisme dépendant de la Banque mondiale, plus particulièrement chargé d'aider les plus pauvres parmi les pays pauvres, on voit que



les menées américaines ont largement prévalu lors de cette assemblée annuelle du F.M.I.

L'hypothétique reprise

En opposition avec les autres pays développés, les Etats-Unis veulent réduire de façon sévère l'accès des pays pauvres aux ressources du F.M.I. pour les années à venir. Reagan table dur comme fer sur une reprise durable aux Etats-Unis. Or cette reprise reste limitée et fondée essentiellement sur des dépenses de consommation, alors que les investissements restent à un niveau faible. Rappelons que le déficit commercial américain a été de 7,19 milliards de dollars en août, battant tous les records, et de 40,8 milliards pour les huit premiers mois de l'année. Le budget fédéral, lui, accuse un déficit de 209 milliards de dollars.

Les taux d'intérêt restent anormalement élevés, ce qui certes encourage les transferts de capitaux vers les Etats-Unis et ce d'autant plus que, pour résorber le déficit, le gouvernement a contracté des emprunts fédéraux. Mais pour cette même raison, les investisseurs restent

extrêmement frileux, alors qu'une reprise solide ne pourra se faire que par l'accroissement des investissements. Or ceux-ci ont baissé de 10% depuis 1979.

Du fait de la hausse du dollar, les exportations américaines perdent leur compétitivité, car les produits « made in U.S.A. » atteignent des prix inabornables. Le déficit du commerce extérieur devrait s'élever cette année à 70 milliards de dollars et à 100 milliards l'an prochain.

La « reprise » annoncée par Reagan reste parfaitement artificielle. Elle se fait au détriment de l'industrie américaine, asphyxiée par les taux d'intérêt élevés, et étranglée par la baisse des exportations due à la hausse du dollar.

Etats-Unis — Europe : une opposition qui n'est pas innocente !

L'opposition existant entre les Etats-Unis et les pays européens, sur la question des crédits à accorder aux pays du tiers monde, n'est pas tout à fait innocente. Elle ne procède pas, en tout cas, d'une plus grande compassion des Européens pour les pays

pauvres. Simplement, les conditions particulières dans lesquelles se trouve l'économie américaine actuellement (forts taux d'intérêt, haut niveau du dollar) font que des masses énormes de capitaux affluent vers les banques américaines, colmatant ainsi les brèches. Ces capitaux proviennent, pour une bonne part, des riches des pays pauvres (il y en a) qui désinvestissent dans leur propre pays.

En ce qui concerne l'Europe, le raisonnement est un peu différent : si on ne prête pas d'argent aux pays du tiers monde (et les Etats-Unis sont le principal pourvoyeur de fonds du F.M.I.), ces mêmes pays du tiers monde n'achèteront plus les produits en provenance des pays industriels, et principalement européens puisque les produits américains sont trop chers.

De là à penser que le congrès américain ne veut pas verser les 8,5 milliards de dollars au F.M.I. parce que ces Messieurs savent que l'argent ira très probablement dans les poches des industriels européens, il n'y a qu'un pas...

Raoul Boullard

LE DELIRE AMERICAIN

CERTAINS hommes d'Etat, tout en sachant qu'on ne peut pas gouverner sans se salir les mains, croient sérieusement qu'ils ne peuvent pas utiliser n'importe quel moyen. D'autres, au contraire, estiment farouchement que pour réussir tous les moyens sont bons, même les pires : répression sous toutes ses formes, menace, incarcération, torture, assassinat, afin de réduire les diverses manifestations du besoin de liberté inhérentes à la nature humaine.

Observons le comportement de ces politiciens des Etats-Unis d'Amérique, ces chevaliers de la cause des droits de l'homme et de l'indépendance des peuples, ces champions de la liberté, ces défenseurs de la démocratie. Sur le devant de la scène internationale, ils se démenent comme de beaux diables pour soutenir la révolte des victimes des systèmes totalitaires communistes et n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser les oppresseurs. Mais dans les coulisses, il en va différemment, c'est par le truchement de la Central Intelligence Agency qu'ils agissent.

Et que constate-t-on ? Non seulement il n'y a pas un seul pays, hors du « camp socialiste », où ils aient aidé à l'instauration de la démocratie, mais encore c'est souvent le contraire qui s'est produit, à témoin la Grèce, le Chili et en dernier lieu, la Turquie. Et si depuis la démocratie a été rétablie en Grèce, ce fut contre eux et nullement grâce à eux.

Parmi les pays latino-américains, qui sont de fait dans la dépendance directe, militaire, diplomatique,

économique et financière des Etats-Unis d'Amérique, il n'y en a jamais eu un seul que cette puissance ait aidé à sortir de sa sujétion. Au contraire, là où il s'est trouvé un César habitué par l'idée d'indépendance nationale, tel que Peron en Argentine ou encore Arbenz Guzman au Guatemala, la C.I.A. a suscité un coup d'Etat, pour remplacer le dictateur indocile.

Ainsi, en dehors de ceux qui sont perpétrés sous la haute responsabilité de Moscou ou de Pékin, il n'y a pas un seul mauvais coup porté quelque part dans le monde contre la liberté dont on puisse dire que les dirigeants américains sont innocents.

Monstrueuse hypocrisie de la part des Etats-Unis ? Non, manichéisme délirant ! Les dirigeants américains ont une propension à voir le monde sous une forme simplifiée à l'extrême d'un combat entre le Bien et le Mal.

D'un côté, il y a le royaume du Bien, exprimé politiquement par la démocratie représentative, inspiré par les croyances bibliques, caractérisé sous son aspect économique par la propriété privée des moyens de production, le régime libéral des lois du marché et définie socialement par une hiérarchie fondée sur le degré d'esprit d'entreprise et de réussite économique.

De l'autre, il y a l'empire du Mal, exprimé politiquement par le pouvoir totalitaire du Parti communiste, inspiré par la doctrine marxiste-léniniste, caractérisé, sous son aspect économique, par la propriété d'Etat des moyens de production, le régime de la planification bureaucratique et défini socialement par une

hiérarchie fondée sur le degré de conviction idéologique, la valeur comme militant et la capacité dans les tâches d'encadrement des masses.

Les Etats-Unis d'Amérique sont la citadelle du royaume du Bien, l'Union des républiques socialistes soviétiques, la forteresse du Mal, et, comme tout ce qui est simplifié à l'extrême, le Bien est un et indivisible, le Mal aussi. Voilà comment dans certaines régions du monde, l'Amérique latine par exemple, on dénonce comme « communiste » non seulement n'importe quel révolutionnaire, mais encore n'importe quel réformiste et même n'importe quel conservateur social, pour peu qu'il se rende coupable de nationalisme patriotique, c'est-à-dire indépendantiste, anti-américain.

Pour nous, anarchistes, la réalité est infiniment plus complexe que la vision manichéenne et irrationnelle des politiciens américains face à la multiplicité de la pensée politique et sociale. Nous savons bien, nous, que nos ennemis idéologiques ne sont pas seulement nombreux et puissants, mais aussi fort divers. Nous savons qu'ils s'opposent entre eux. Et si nous les combattons tous également, les religions comme les systèmes totalitaires, la démocratie comme le césarisme, notre Etat national comme l'impérialisme étranger, l'économie d'Etat comme le capitalisme, c'est séparément et sans compromission, en tant que manifestations autoritaires également nocives mais différentes.

Jean Fonta

POLOGNE : SOLIDARITÉ ET YALTA...

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale l'Europe avait été en quelque sorte partagée en deux zones d'influence et l'on pouvait penser que les jurés du prix Nobel respecteraient cette trêve. Celle-ci semble avoir été rompue avec la nomination de Lech Walesa au prix Nobel de la paix pour 1983. Au retour d'une cueillette de champignons, l'ouvrier électricien des chantiers Lénine a déclaré : « Il ne faut pas considérer que ce prix m'a été attribué à moi tout seul, mais à tout notre programme, à tout ce que nous avons proposé. Ce prix équivalait à une reconnaissance de fait que nous voulons changer la réalité par des voies pacifiques et que tous les conflits qui ne manquent pas dans le monde doivent être résolus pacifiquement ».

Le comité Nobel a de son côté souligné que Lech Walesa avait été choisi pour le rôle qu'il a joué dans son pays afin d'assurer le « droit des travailleurs à créer leurs propres organisations ».

Consécration d'un homme ou d'une organisation, du pacifisme ou de l'auto-détermination des travailleurs polonais, ce prix Nobel est avant tout un camouflet à Jaruleski. A lui et à toutes les forces militaro-étatiques qui de l'autre côté du rideau de fer espèrent que le temps aidant, le syndicat Solidarité ne serait plus qu'un souvenir confus. L'entité temps étant bien sûr relayée par la répression quotidienne sur les militants et l'idée de réconciliation nationale où le symbole et les sigles de Solidarité ne serviraient plus que de guirlandes à une politique d'union nationale.

Quand la nouvelle de la nomination de Lech Walesa tomba sur les téléx européens, les réactions ont été très diverses, des professions de foi anti-communistes aux paroles dithyrambiques sur la « stature exceptionnelle » de l'individu Lech Walesa. Nous ignorons qui, à la C.F.D.T., a déclaré entre autres, pour la confédération : « Cela constitue à nos yeux une nouvelle légitimation du leader de Solidarnosc, syndicat fort de dix millions d'adhérents », mais il nous semble que pour une fois (sic) l'expression extérieure de la C.F.D.T. tape juste.

Les mobiles profonds des jurés du prix Nobel ne sont pas vraiment connus, mais par leur choix ils placent le syndicat hors-la-loi Solidarnosc sous la protection de l'opinion mondiale. Malgré la répression, les structures clandestines de Solidarité (T.K.K.) fonctionnent et font échec aux diverses tentatives de normalisation. La libération de tous les prisonniers politiques et la garantie du pluralisme syndical seraient des conditions pour que les clandestins de Solidarité « retournent à la légalité », comme le disait Zbigniew Bujak (ancien président de Solidarité-Varsovie) dans une récente interview à Libération. Mais le moins que l'on puisse dire c'est que toutes ces conditions ne sont pas réunies et qu'ils le veulent ou non les jurés du prix Nobel confirment cet état de fait et « légitiment » le syndicat Solidarnosc dans son combat clandestin actuel.

Le pouvoir polonais avait voulu jouer subtilement avec son vis-à-vis ecclésiastique, obtenir un consensus écartant les « éléments incontrôlables » de Solidarnosc.

Se basant sur des intérêts objectivement communs « on » voulait vider Solidarnosc de son contenu syndical, en faire dans le meilleur des cas le symbole de la Pologne éternelle. Là-dessus habilement le chef de l'Etat du Vatican, Jean-Paul II s'est brusquement déclaré pour l'auto-détermination des travailleurs pour leur liberté syndicale. Les autorités papales à la pointe de l'agit-prop pour le syndicalisme révolutionnaire ont-elles été les uniques expressions de l'Eglise ? Certes non, il y a eu l'affaire de l'« Observateur romain », quand le quotidien du Vatican condamnait les agissements clandestins de Solidarnosc..., il y a les discours du primat de Pologne qui conseillaient à ses ouailles de ne pas suivre les mots d'ordre de Solidarnosc clandestine. Jean-Paul II, lui fait preuve de plus de pragmatisme dans ses jugements ! A moins que cela ne soit qu'une subtile distribution des rôles ?

D'ores et déjà, le pouvoir polonais doit tenir compte des revendications défendues par la clandestinité » a déclaré Bujak. Mais il ne faut pas oublier la répression qui s'abat sur les militants, ou quand, comme avec Hardek, on assiste à la télévision polonaise à des simulacres d'auto-critique (« Le pays a besoin de calme et de normalisation » a-t-il dit).

La réalité clandestine de Solidarnosc n'est pas homogène (voir M.L. n°499), leur seul et unique congrès l'avait déjà montré. Le prix Nobel, vieille institution quelque peu dévaluée (Kissinger, Begin...) aura eu le mérite de servir à protéger l'espoir qui existe encore en Pologne pour le mouvement ouvrier.

Alexis Pierre



BELGIQUE

BILAN D'UNE GRÈVE GÉNÉRALE

C'est le week-end du 10-11 septembre que les cheminots de Charleroi partent en grève contre les économies réclamées par le gouvernement aux services publics. Grève spontanée, décidée par la base mais quasi immédiatement reconnue par les appareils syndicaux, C.G.S.P. (1) en tête. Dans son projet de budget pour 1984, le gouvernement Martens-Gol prévoyait 10 milliards d'économies du côté des services publics alors que par ailleurs, il offre l'amnistie fiscale et le précompte libérateur aux capitaux en fuite ou dissimulés. En faisant passer le précompte de 20 à 25%, le gouvernement ferme les yeux sur l'origine des capitaux et renonce à toute autre taxe sur ceux-ci. Une mesure jugée « immorale » par la gauche jusque et y compris la Démocratie chrétienne pourtant représentée au gouvernement. Une mesure âprement défendue par les libéraux au nom d'une certaine conception du « réalisme ». D'après eux, l'amnistie fiscale ramènerait des capitaux à la surface, des capitaux qui pourraient être réinvestis en Belgique, donc relancer l'économie, résorber le chômage...

Une autre mesure voulue par le gouvernement, c'est le paiement à terme échoué des appointements dans les services publics, jusqu'ici ceux-ci étant payés par anticipation.

Tout ceci, joint au gel des biennales, au blocage de l'indexation des pensions supérieures à 30 000 FB, à l'augmentation des cotisations sociales, provoqua la colère des travailleurs des services publics. Dès le jeudi 15 septembre le mouvement s'étend à tous les secteurs et dans tout le pays. Mais, c'est un mouvement bien repris en main par les syndicats. Roger Piton, président de la C.G.S.P. (1) n'hésitant pas à réclamer la peau du gouvernement si celui-ci ne change pas de politique.

C'est alors que Guy Spitaels, président du Parti socialiste déclare sur les antennes de la R.T.B.F., réouvertes pour la circonstance, que les socialistes sont prêts à prendre leurs responsabilités et à « rendre l'espoir » à la population. Déclaration, dont le gouvernement ne tiendra même pas compte et qui aura le don d'irriter le syndicat chrétien. A partir de ce moment le Front commun syndical va s'effriter et la tentative d'étendre la grève au secteur privé tournera court.

Le mercredi 21, au soir, un compromis intervenait entre le gouvernement et les directions syndicales. Un compromis qui finira par s'imposer à la base après quelques jours de discussions. Le lundi 26, le travail reprenait partout.

Certes le gouvernement a fait certaines concessions sur les biennales et les pensions, mais dans l'ensemble, il maintient ses objectifs d'austérité et surtout il se maintient au pouvoir. Du côté des travailleurs, c'est la désillusion qui prévaut. Il faudra du temps avant qu'ils n'engagent à nouveau la lutte. Quinze jours de grève générale, avec quels résultats ? Une perte de revenu et aucune garantie quant à l'avenir. Au contraire ! Compte tenu de la démobilitation générale, le gouvernement peut continuer tranquillement sa sale besogne.

Le P.S., de son côté, a été tout à fait nul ; ignoré superbement par la bande à Martens et Gol, il semble mettre l'accent sur le fédéralisme. En fait une réforme de l'Etat qui assurerait sa domination politique sur la région wallonne. On se contente de ce qu'on peut !

Jean-Marie Neyts
(Notre correspondant en Belgique)

BELGIQUE

UNE OPINION LIBERTAIRE SUR LA GRÈVE DES SERVICES PUBLICS

UNE fois de plus, les travailleurs des services publics ont raté l'occasion de se servir de leur arme absolue : la gratuité ! Plutôt que d'arrêter les transports en commun, n'était-il pas plus efficace de faire circuler les voyageurs gratuitement ? N'était-il pas possible de distribuer le courrier non affranchi ? N'était-il pas possible de ne pas comptabiliser les appels téléphoniques ? De ne pas facturer les interventions des pompiers ? La radio et la télévision ne pouvaient-elles pas informer largement la population des événements, et diffuser des programmes en relation avec eux ? Ce ne sont pas les films, ni les artistes ni les écrivains intéressants qui manquent !

On peut multiplier les exemples, sans compter que dans des moments pareils, ce n'est pas l'imagination qui manque. Bref, cette manière de faire grève me semble bien plus efficace. D'abord, elle ne mécontentera pas les usagers, au contraire ! Par contre elle attaque le gouvernement là où cela fait mal : dans la caisse !

Enfin, pour les libertaires, ce n'est pas la moindre des choses, puisque cela préfigure la société que nous voulons : le communisme libertaire, cher à notre compagnon Kropotkine.

Evidemment, comme me le disait le gréviste Jean-Claude Renda, journaliste à la R.T.B.F.-Mons, « les masses ne sont pas assez conscientes ». Ce n'est certainement pas avec des journalistes pareils, qu'elles le seront un jour.

Jean-Marie Neyts

(1) C.G.S.P. : Centrale générale des services publics affiliée à la F.G.T.B., le syndicat socialiste.

SUEDE

Les patrons suédois sont descendus dans la rue le 4 octobre dernier. Ils entendaient protester contre l'adoption éventuelle par le parlement d'un projet de loi proposé par les sociaux-démocrates au pouvoir et la principale centrale syndicale, L.O. Projet de loi qui vise à créer des fonds régionaux administrés majoritairement par les salariés et alimentés par un prélèvement annuel de 20% sur les bénéfices des entreprises. Ces capitaux serviraient à acheter des actions et permettraient ainsi de réorienter et maîtriser une partie des investissements.

C'est un bel exemple d'association « capital-travail » que nous offre là le gouvernement suédois en tentant d'unir les intérêts de classes antagonistes, non sans quelques contradictions : le vice-Premier ministre admet que pour réaliser ce plan, « les entreprises doivent faire de gros profits », mais « dans le même temps, le pouvoir d'achat des salariés doit très peu augmenter » !

La cogestion a, en Suède comme ailleurs, de forts relents d'auto-exploitation !

ITALIE

Un déficit budgétaire prévisible en 1984 de 130 000 milliards de lires, un endettement de l'Etat de 420 000 milliards : la loi de finance pour 1984 présentée fin septembre par le gouvernement italien sera marquée par l'austérité, payée par les travailleurs, comme il se doit.

Ainsi pour limiter les dépenses, le remboursement de certains médica-

ments et soins sera réduit, tandis que l'indexation des retraites de plus de 650 000 lires par mois (3 250 F) devrait être revue. Pour augmenter les recettes, des impôts spéciaux et des augmentations sur les biens de consommation seront appliqués. Enfin, l'échelle mobile des salaires devrait être remise en cause afin de limiter l'inflation à 10% l'an. Les travailleurs italiens se mobiliseront-ils contre les gouvernants qui voudraient leur faire payer la crise de l'économie capitaliste ?

CHILI

Six morts, des dizaines de blessés, des centaines d'arrestations, illustrent la répression qui s'est abattue sur les participants aux trois journées de protestation des 11, 12 et 13 octobre. Ces journées sont pourtant une éclatante démonstration de la détermination du peuple chilien à en finir avec la clique militaire au pouvoir : dès le 11, 80 000 personnes se rassemblaient à Santiago et marchaient sur le palais présidentiel.

L'Alliance démocratique, modérée, qui brigue la succession au pouvoir militaire, a été totalement dépassée par les événements, au profit du Mouvement démocratique et populaire (gauche et extrême gauche), qui était à l'initiative de ces journées et qui a retiré un grand prestige du succès obtenu. Mais le peuple chilien a tout intérêt à s'organiser dans des structures de classe qui lui soient propres, et à se méfier que sa révolte ne soit canalisée au profit des organisations politiques.

Celui qui est obligé d'emprunter les graines à son propriétaire lui donnera, le moment venu, la moitié de sa récolte ! Pour l'eau, le propriétaire des eaux, ou « Mirab », loue l'heure d'irrigation. Une écluse de terre est ouverte de telle heure à telle heure pour irriguer le champ du métayer. Là encore, le propriétaire, en plus de la redevance, aura la moitié de la récolte ! Pour la location d'une bonne terre bien irriguée il percevra les 2/3 de la récolte...

Le chef du village, ou « Arbab », tout puissant, sera élu parmi les propriétaires les plus riches. Ainsi se perpétue une féodalité intraitable. Au cours d'une terrible famine en 1972, on cite le cas d'un « Arbab » qui détourna les dons de blé américain, le stocka et le revendit huit fois son prix. La moitié de ses métayers et leurs familles moururent de faim.

Ethnies, tribus, clans, mouvements armés et partis

Les plus nombreux sont les Pashtounes (40%). Ce sont eux qui nous accueillent dans la province du Wardak. On les retrouve au Pakistan, dans les zones tribales (Pashtouistan).

Les Tadjiks sont d'origine perse et parlent le persan, la langue qui unifie le pays.

Les Hazaras sont d'origine mongole. Ils habitent le haut plateau central. Ils parlent le persan avec des traces de mots mongols. Ils sont musulmans mais chiites comme en Iran et pour cette raison méprisés en Afghanistan.

Les Ouzbeks et Turkmènes sont ceux qu'on a appelé Tartares, d'origine turque et installés au Turkestan, province du nord qui se prolonge par le Turkestan soviétique.

Enfin les Nouristanis furent les derniers islamisés de force, à la fin du siècle dernier.

Les ethnies sont elles-mêmes divisées en tribus, les tribus en clans.

Brosser un tableau des mouvements armés et des partis est une affaire complexe. Ici même, personne ne saurait le faire car la situation évolue au jour le jour, au gré des alliances et des clivages incessants. Toutes ces composantes : ethnies, tribus, clans, mouvements armés et partis, s'interpénètrent profondément. Bien que les mouvements armés soient tous exclusivement musulmans et se livrent tous à la Guerre sainte, ils sont divisés en deux grandes tendances.

• Les intégristes

Ils sont regroupés dans trois branches : la principale, le « Hezb-I-Islami » est encore minoritaire mais bien armé et assoiffé de pouvoir. Dans certaines régions il évite l'engagement militaire avec les Russes et les troupes de Kaboul, mais se montre agressif vis-à-vis des autres groupes de la résistance et même les combat. Ses membres sont fanatiques et leur programme s'apparente à celui des Frères musulmans ou encore à celui de Khomeiny. Ils sont cependant hostiles à Khomeiny parce que l'Iran est chiite. Eux détiennent la « vérité » sunnite ! Une scission a donné le « Hezb-I-Khalès ». Enfin, chez les Hazaras, qui sont chiites et détestés pour cette raison, un petit mouvement, le Nasr, est aligné sur les positions khomeinistes.

• Les nationalistes ou « modérés »

Ils regroupent sept formations dont les principales sont le « Djamiat » de Massoud, leur chef, dans le Panjshir, qui a fait alliance avec le « Hezb-I » sur pression des pays arabes, mais cette alliance serait artificielle. Le « Maaz-I-Milli Afghanistan », dont Amine Wardak est le commandant du front du Wardak, mouvement avec lequel la mission médicale de Médecins du monde que j'accompagne, travaille.

Disons que tous ces mouvements veulent avant tout défendre les principes de l'Islam et que par rapport aux « modérés », les intégristes sont tout simplement « plus royalistes que le roi ». L'alcool est strictement interdit. Ce qui ne veut pas dire que les pots-de-vin n'existent pas ! Le vol est puni de bastonnade. L'adultère, de mort par lapidation. Quant aux femmes, elles méritent qu'on leur consacre un chapitre.

Tous ces mouvements sont représentés à Peshawar (Pakistan) par des partis qui reçoivent de l'aide de l'étranger (Egypte, Arabie Saoudite, Etats-Unis...). Ces partis représentent une réalité des différences sociologiques, tribales et claniques de l'intérieur. Il distribuent ce qu'ils veulent bien aux mouvements de l'intérieur, d'où des tensions permanentes. Et à la source, les Pakistanais contrôlent l'aide reçue, gardent les armes les plus modernes pour eux et redistribuent de vieilles armes pour alimenter la résistance. Le Pakistan soutient la « Djihad » par solidarité islamique, mais en même temps, fait ce qu'il faut pour que la guerre ne prenne pas trop d'extension de façon à ne pas irriter les soviétiques.

• Les armes

Ce sont des fusils « Lee Enfield 303 » de la Seconde Guerre mondiale, fournis en 1978 par le gouvernement. Et depuis des « Kalashnikov » d'origine russe, chinoise ou égyptienne (les Etats-Unis fournissent des Kalashnikov récupérées au Liban via l'Egypte).

L'armement lourd est composé de lance-roquettes chi-

noises « R.P.G. 2 » ou « R.P.G. 7 » qui sont efficaces contre les blindés grâce à leur charge creuse. Amin Wardak n'a qu'un mortier de 82 mm et 50 obus, et qu'une seule mitrailleuse de 12,7 mm, c'est à dire qu'il ne peut rien opposer à une attaque d'hélicoptères blindés soviétiques. De plus il possède quelques mines, trois motos pour les estafettes, mais pas de moyens de communication radio.

• Les Soviétiques

On ne les voit pas. Mais on voit leurs hélicoptères et leurs chasseurs bombardiers. Il est difficile de spéculer quant à leurs raisons et à leur volonté de rester en Afghanistan. Mais ils ont bien dû réaliser que l'immense majorité de la population paysanne est contre eux. Les moudjaheddines jouissent presque partout du soutien de la population. Si des zones sont difficiles à traverser, c'est dû le plus souvent aux rivalités entre mouvements afghans.

Sur place, l'observateur peut se demander pourquoi les Soviétiques accordent une telle importance aux blindés de toutes sortes alors que les moudjaheddines sont bien équipés en lance-roquettes antichar. Il est aussi frappé par le nombre d'engins non explosés (mauvaise qualité dans les usines d'armement comme dans les autres secteurs de l'économie soviétique ?) et par le fait que les bombardements se font à haute altitude comme si les pilotes voulaient ne pas prendre de risques bien que leurs hélicoptères soient blindés.

Rappelons, pour mémoire, que huit prisonniers soviétiques ont été pris en charge par le C.I.C.R. (Croix-Rouge) et sont internés pour deux ans en Suisse. Les autorités helvétiques sont bien embarrassées ! En effet, à l'issue de leur deux ans de « détention », si ces militaires retournaient en U.R.S.S., ils seraient probablement jugés pour désertion et il faudra donc leur trouver un pays qui leur accorde l'asile politique.

Ghislain Belloret

(Fin de la seconde partie)

AFGHANISTAN : LA GUERRE !

De retour d'Afghanistan où il accompagnait une mission médicale, un journaliste nous rapporte ses impressions et son analyse de la situation après avoir vécu auprès des moudjaheddines durant deux mois. Le début de ce reportage est paru dans le n°500 du *Monde libertaire*.

Ses origines

En 1978, le gouvernement fait promulguer huit décrets pour transformer la société. Le 12 juillet 1978, le décret n°6 abolit l'usure et la plupart des dettes de la paysannerie.

Dix huit mille fusils « 303 » sont distribués pour mettre en œuvre la réforme agraire et la défendre « contre les capitalistes ». Peu après, ces fusils étaient retournés contre le gouvernement, principalement à cause du décret concernant le statut de la femme.

En effet, en octobre 1978, le décret n°7 établit l'égalité des droits des femmes et le droit au mariage sans intervention familiale. De plus il limite le montant du douaire. L'insurrection a commencé au cours de l'hiver 78-79 au Nouristan et au Hazaradjat.

En mars 1979 les mouvements rebelles proclamèrent la « Djihad », la guerre sainte.

Enfin le 25 décembre 1979 commence l'intervention militaire soviétique. L'Afghanistan est un fief de l'Islam pur et dur depuis des siècles. Toutes les

tentatives de réforme ont échoué et se sont heurtées à l'intégrisme musulman et aux coutumes implacables.

C'est le Moyen Age plus la lampe à pétrole et le fusil. Contre le gouvernement communiste puis plus tard contre l'invasion soviétique, la paysannerie n'a pas fomenté une jacquerie mais une chouannerie pour préserver la tradition et l'Islam.

Au cours de son histoire, l'Islam a fait preuve d'une intolérance totale vis-à-vis des « infidèles ». Dès le VII^e siècle, les Zoroastriens, les bouddhistes et les hindouistes furent convertis de force. Les bouddhas furent décapités. C'est en 1897 que les derniers « infidèles » furent convertis à l'Islam. Les Kafers, au nord-est de Kaboul, furent exterminés ou suppliciés jusqu'à ce qu'ils abjurent leur foi. C'est le Nouristan d'aujourd'hui.

Dans l'ancien système, toujours en vigueur puisque la réforme agraire n'a pas eu le temps de se mettre en place, le paysan pauvre dépend du seigneur non seulement pour la terre mais pour l'eau et les semen-



Photo Ghislain Belloret.

Le commando de Ghazni, Afghanistan

MÊME en temps de crise, il est une valeur qui conserve la cote. Nous voulons parler de l'électoralisme. A l'heure où on nous dit que tout s'écroule (des diverses idéologies révolutionnaires, pratiques militantes, aux simples attitudes critiques), l'électoralisme traditionnel d'une certaine gauche, se maintient avec dynamisme. Preuve en est la profusion de listes électorales « de gauche » qui se pressent au portillon de départ de la course de cet automne au Conseil national.

Sans même parler ici des habitués de la compétition (P.S., P.D.T., P.O.C.H., P.S.O., P.S.A....)(1), nous voulons nous pencher sur les nouveaux venus dans la bataille, les verts alternatifs. Nous nous limiterons ici à parler de la composante vaudoise de ce mouvement, intitulée Alternative démocratique Vaud (A.D.)

CRISE ET CRISE

Mais nous dira-t-on, pourquoi accorder de l'attention à ces nouveaux quémandeurs de sièges ? Pourquoi s'étendre sur les illusions d'A.D. et pas sur celles du P.S.O. (ou d'autres) ? Peut-être simplement du fait que, contrairement aux trosko-léninistes, les alternatifs prétendent faire de la politique « autrement », échapper à la fois au piège du réformisme (P.S.) et à l'impasse d'un gauchisme moribond ; ou encore, « lutter pour un changement global de perspectives ». Alors pensez, en période de reflux du mouvement social, tout ce qui « bouge » éveille notre curiosité. Ce qui nous frappe cependant aussitôt, c'est la rapidité avec laquelle cette pétition de principe à innover sur la scène de la gauche retombe, spontanément, dans le champ du pouvoir, en se traduisant par un investissement du moment électoral. Effectivement, A.D. s'est constituée pour les élections et n'a pas d'existence en tant que mouvement social en dehors de cette échéance.

Ceci est à nos yeux un point capital. Il permet à tout le moins de marquer une différence qualitative primordiale d'avec le mouvement Vert de R.F.A. Celui-ci, avant d'envoyer ses représentants siéger dans les parlements, était constitué à la base, et dans l'action directe. Ainsi, alors que la représentation parlementaire des Verts allemands s'est construite, pour caricaturer, de la base au sommet, à partir d'un mouvement social existant et fort, A.D. n'est que la réunion de personnalités, rendue possible par une échéance du pouvoir, le spectacle électoral.

A se demander, en conséquence, si A.D., devant l'inexistence (ou l'extrême discrétion) d'un tel mouvement social en Suisse, n'espère pas secrètement le susciter, le faire renaître de la Berne fédérale. Auquel cas, nous aurions franchi un pas de plus dans la naïveté réformiste. Après avoir prétendu pouvoir changer le monde par les urnes (ex : Mitterrand), après avoir soutenu que le parlement pouvait être un lieu propice « pour exprimer les revendications nouvelles et les rapports de force qui se jouent dans la rue », le réformisme oserait-il prétendre pouvoir construire l'alternative depuis la coupole fédérale ? De haut en bas ?

Trêve de polémique, nous voyons bien que de telles confusions sont à l'image du désarroi politique des années 80, de l'air du temps fait de défaites mal digérées (mouvement des jeunes, échec du gauchisme, impuissance devant la crise...). A.D. n'est pas la première tentative de regrouper à Lausanne les déçus (à juste titre) de la gauche traditionnelle ou gauchiste et les individus porteurs d'un projet réformiste anti-autoritaire (écologistes, socialistes autogestionnaires). Mais c'est sûrement la première fois qu'une telle réunion se fait dans une perspective directement et essentiellement électoraliste. Cela mérite d'être dit.

DES PÉTITIONS DE PRINCIPE VITE OUBLIÉES

Le programme d'A.D. n'en ressort pas grandi : la course aux mandats a ses contraintes. Il faut passer la rampe des médias, assurer une crédibilité. Concrètement, le programme d'A.D. reprend tout ou partie des thèmes constituant la sensibilité de la mouvance alternative : envi-

ALTERNATIVE DÉMOCRATIQUE-VAUD :

UN PROGRAMME ÉLECTORAL RÉSOLUMENT MODERNE

SUISSE



ronnement, écologie, urbanisme, logement, énergie, transport, pacifisme, désarmement, économie « au service de l'homme », tiers-mondisme, « agriculture respectant l'homme, la nature et les bêtes »...

Tous ces thèmes sont abordés dans une perspective généreuse et ambitieuse. Il s'agit de « dépasser les positions figées de la gauche traditionnelle », de percevoir que « l'alternative est expérimentation (et qu'elle se vit) ». Il convient surtout d'aligner les vocables qui font mouche : « en luttant pour la décentralisation et l'autogestion, nous voulons restaurer la possibilité pour chacun de prendre en charge les conditions de sa propre vie et de celle de la collectivité ».

Mais quel est le contenu de cette autogestion, au-delà de la pétition de principe ? Ne serait-ce qu'au niveau du texte écrit (le programme), l'autogestion est déjà réduite à une peau de chagrin. On passe allègrement du slogan ronflant cité plus haut au misérabilisme des propositions concrètes, comme la participation ou le contrôle et la transparence des décisions. Quelques exemples. On ne réclame pas la gestion des immeubles par les locataires (et par conséquent la suppression du statut de locataire) mais le contrôle des locataires sur la gestion des immeubles. Ailleurs, on envisage l'aménagement de l'environnement décidé avec la participation des habitants concernés. Mais l'idée que cet environnement pourrait être aménagé par les habitants concernés eux-mêmes n'effleure pas l'esprit de nos candidats politiques. A quoi pourraient-ils bien servir, à Berne, nos députés alternatifs, si les gens s'occupaient effectivement de leur environnement ? Ou encore, on nous dit que « les travailleurs doivent pouvoir disposer des moyens d'information et d'intervention sur la marche des entreprises ». A coup sûr, cette proposition pourrait être approuvée tant par l'U.S.S. (dont

chacun connaît les positions subversives), les fractions intelligentes du patronat (ça existe), que par les avis éclairés du « capital à but social » (Migros).

Pourquoi donc l'autogestion devient-elle spontanément synonyme de participation ? Est-ce uniquement une concession électoraliste ? Dans ce cas alors, pourquoi avancer dans le même programme des propositions maximalistes du genre « pour un désarmement multilatéral (et) la dissolution simultanée des blocs militaires », ou encore « contre l'asservissement économique, politique et culturel des peuples du tiers monde » ? Est-ce plus réaliste, plus concret et plus défendable devant les clients électeurs que l'autogestion généralisée de la société ? C'est que le texte d'A.D., pour plaire, oscille constamment entre minimalisme (réformettes) et maximalisme (pétitions de principe). Maximaliste dans l'abstrait (autogestion, prendre le contrôle sur sa vie, désarmement), minimaliste dans le concret (droits sociaux, participation...). On est en droit de parler de démagogie : les envolées lyriques toucheront d'aucuns (« éviter la priorité de la valeur d'échange sur la valeur d'usage », sic), le réalisme des petits pas d'autres (l'abolition du salariat ? Pensez-donc. Information et participation !).

Quant à nous, nous croyons que ce savant dosage, au-delà de l'électoralisme qu'il traduit, est révélateur du projet politique sous-jacent : celui d'une certaine gauche réformiste. Filez-nous l'Etat, faites-nous confiance, on va en limiter la portée pour que vous puissiez autogérer ce qui reste. Concrètement en l'occurrence, quelques entreprises autogérées et coopératives de production. Ce genre de théorie, pas nouveau certes, connaît actuellement un regain d'attention, à la suite de penseurs comme André Gorz (*Adeux au prolétariat*, Seuil 1980) et d'autres autour du projet socialiste fran-

çais (Pierre Rosanvallon). Nous ne demanderons pas à des candidats à des élections fédérales de dépasser cela. Nous ne nous étonnerons donc pas de les voir aborder le problème de l'Etat sans l'attitude critique nécessaire. Nous ne nous étonnerons donc pas non plus de les voir revendiquer « moins d'Etat... pour encourager chacun à user de liberté de manière autonome et responsable ».

Pour en finir avec ce programme, soulignons un dernier point obscur, un parmi tant d'autres. De même que celui-là fait la part belle à l'Etat (en ne le critiquant pas et surtout en aspirant à y participer), de même ménage-t-il de façon pour le moins ambiguë un des piliers de l'ordre capitaliste, la propriété : « Tout en admettant le principe de la propriété privée, nous nous prononçons pour une transformation du statut juridique de la propriété, par la garantie de droits d'usage aux utilisateurs de biens fonciers, immobiliers et des moyens de production ». Sans trop insister, nous avons pour le moins de la peine à concevoir quel pourrait être, dans l'imaginaire et les pratiques capitalistes, un droit d'usage pour les ouvriers des moyens de production. L'usage se limiterait-il à nouveau à information et participation ?

DU PROGRAMME ET DE LA RÉALITÉ

Le programme est une chose, la pratique en est une autre. Le programme est déjà ridicule, la pratique risque de l'être encore plus. En clair, que pourront faire nos braves députés alternatifs (pour peu qu'ils parviennent à se faire élire...) pour « lutter pour un changement global de perspectives » ? Car si c'est pour « promouvoir d'autres modes de production, d'autres manières de vivre, d'autres relations entre les gens », l'envoi de cinq députés (« optimisme » le plus total) à Berne nous paraît quelque peu dérisoire.

Plus prosaïquement, ne serait-ce que pour faire aboutir une revendication partielle comme par exemple « la protection contre les licenciements », une alliance même avec le P.S. n'y suffirait pas. Tant il est vrai que mathématiquement, on n'aboutira pas au compte, tant il est évident surtout que tout se passe ailleurs, hors du parlement. Si les échecs des tentatives révolutionnaires semblent avoir glacé d'effroi nos candidats, les non moins nombreux échecs des bureaucrates sociaux-démocrates ne semblent pas trop les déranger.

Ainsi donc la seule chose que feront des députés alternatifs, outre le fait de pousser quelques coups de gueule dans la coupole et dans les médias (des Ziegler écolo-alternatifs), sera d'alimenter une illusion tenace et fort répandue : la croyance en l'efficacité de la délégation (aveugle) du pouvoir. Illusion, car quand les gens aspirent vraiment à un « changement global de perspectives », ils se rendent vite compte qu'ils n'ont nul besoin de politiciens comme managers. Ce n'est pas à un Etat, même alternatif, d'instaurer l'autogestion, ou de la rendre possible (Gorz), c'est à l'autogestion de rendre impossible l'existence de l'Etat, lieu privilégié de la division du corps social, en dirigeants et en exécutants.

Si A.D. nous avait indiqué dès le départ ses vraies intentions, peut-être aurions-nous été quittes de nous formaliser à la lecture de son programme. Si elle nous avait avoué d'emblée (nos sommes naïfs : c'est inavouable) vouloir gérer, de façon alternative, l'état des choses, l'ordre capitaliste, peut-être n'aurait-elle pas eu à recourir à un verbiage généreux et à une alignée de vœux pieux pour camoufler son misérabilisme réformiste. Alors aurait-elle pu inonder le marché électoral d'un produit réellement compétitif, fait de propositions concrètes et raisonnables, et ainsi garder toutes ses chances faces à ses concurrents.

Extrait du Réveil anarchiste n°14 (Automne 1983)

(1) P.S. : Parti socialiste, P.D.T. : Parti suisse du travail (P.C.), P.S.O. : Parti socialiste ouvrier, P.O.C.H. et P.S.A. sont des partis régionaux.

LE SERVICE PUBLIC DEVANT L'INTERNATIONALE

CETTE dernière partie du rapport des graveurs et guillocheurs du district suisse de Courtelary (1) développe notamment une théorie coexistence pacifique entre un Etat ouvrier et une société égalitaire et libertaire basée sur la fédération des communes. Les paysans et ouvriers ukrainiens de la Makhnovtchina, les marins de Kronstadt (2) ont fait la cruelle expérience de cette impossibilité. En revanche l'éventualité d'un pluralisme de la vie sociétaire au niveau communal, développé dans ce rapport de la Fédération jurassienne, a été concrétisé en 1936 en Espagne où les différents modes de distribution et de production se réalisèrent au sein des collectivités anarchistes (3).

Il est incontestable que la question, au point de vue pratique, se tranchera suivant le degré de développement socialiste des masses travailleuses dans chaque pays, et aussi suivant les premiers pas, plus ou moins décisifs, de la révolution sociale. Il n'y a aujourd'hui que les ignorants et les gens de mauvaise foi qui osent affirmer que la solution du problème social peut se produire autrement que par la révolution. Nous sommes heureux de constater que nos frères d'Allemagne, malgré le caractère légal de leur agitation socialiste actuelle, sont d'accord avec nous sur ce point. Mais la révolution peut se produire de deux façons : elle peut avoir pour but immédiat, et pour base d'action en même temps, la conquête, par les classes ouvrières, du pouvoir politique dans l'Etat actuel et la transformation de cet Etat bourgeois en Etat ouvrier ; elle peut, d'un autre côté, avoir pour but immédiat, et également pour base d'action, la destruction de tout Etat et le groupement spontané et fédératif de toutes les forces révolutionnaires du prolétariat. Si l'action révolutionnaire peut varier d'un pays à l'autre, elle est également susceptible de variation dans les communes d'un même

pays ; ici la commune conservera un caractère autoritaire et gouvernemental, et même de bourgeoisisme ; ailleurs le coup de balai sera complet. Si on se rend bien compte de la situation actuelle des peuples dans les différents Etats civilisés, et des conceptions diverses, en ces matières, qui ont encore cours, on comprendra qu'il est inévitable que la révolution présente un caractère extrême de variété. Nous verrons sans doute toutes les théories socialistes, le communisme, le collectivisme, le mutualisme, recevoir une application plus ou moins restreinte ou générale, selon les grands courants que suivra la révolution.

Comment en serait-il autrement, quand nous voyons aujourd'hui un grand pays comme l'Allemagne s'attacher à l'idée de l'Etat ouvrier, et d'autres, comme l'Italie et l'Espagne, à l'idée de la fédération des communes ? Cette diversité de tendances révolutionnaires a été, pour la bourgeoisie, un sujet d'accuser le socialisme d'impuissance. Avec un peu de clairvoyance, il est facile cependant de constater que, si des divergences existent dans la conception d'une nouvelle organisation sociale, les classes ouvrières sont de plus en plus unies pour faire crouler l'édifice bourgeois. Et cette divergence ne peut pas être une cause d'impuissance, mais au contraire, une cause de force, dans ce sens que les groupes travailleurs, en réalisant leur conception particulière et en respectant la réalisation des conceptions des autres groupes, auront tous un plus grand intérêt au triomphe de la révolution.

En quoi cela arrêtera-t-il la marche révolutionnaire du prolétariat, que les Allemands réalisent l'Etat ouvrier, tandis que les Italiens, les Espagnols, les Français, réaliseront la Fédération des communes ? Et même qu'en France, certaines communes conservent la propriété individuelle, tandis que la propriété collective triomphera dans d'autres ?

Ces réserves faites, nous avons cependant la conviction

que l'organisation la plus favorable au développement des intérêts de l'humanité finira par s'imposer partout, et que les premières manifestations révolutionnaires seront déterminantes pour le développement successif des étapes de la révolution. Cette conviction, nous la poussons jusqu'à affirmer que ce sera la Fédération des communes qui sortira avec le plus de puissance de la révolution sociale.

On a reproché à cette Fédération des communes d'être un obstacle à la réalisation d'une entente générale, d'une union complète des travailleurs, et de ne pas présenter, au point de vue de l'action révolutionnaire, la même puissance d'action qu'un Etat.

Mais comment se fait-il que les groupes travailleurs, librement fédérés dans l'Internationale, pratiquent la solidarité, s'entendent, se mettent d'accord ? C'est que la même situation économique les pousse à la pratique de la solidarité. Que sera-ce, alors que leur action sera débarrassée de toutes les entraves que lui impose l'ordre actuel ?

Comment se fait-il que l'Internationale augmente en puissance d'action tant qu'elle est une fédération, tandis qu'elle se déchire sitôt qu'un Conseil général veut en faire un Etat ? C'est que les travailleurs ont la haine de l'autorité, qu'ils veulent être libres, et qu'ils ne seront puissants que par la pratique de cette large et complète liberté.

Oui, notre Association a été la démonstration de la fécondité du principe d'autonomie et de libre fédération ; et c'est par l'application de ce principe que l'humanité pourra marcher vers de nouvelles conquêtes pour assurer le bien-être moral et matériel de tous.

(1) Voir M.L. n°499 (L'Etat ouvrier), et n°500 (La Fédération des communes).

(2) Voir la note de lecture ci-dessous.

(3) Parfaitement analysé dans l'Espagne libertaire de Leval, hélas épuisé.

expressions

L'INSURRECTION DE CRONSTADT ET LA DESTINÉE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Par Ante Ciliga

EN 1938, une commission internationale fut constituée en réponse aux procès de Moscou qui depuis 1936 envoyaient la fine fleur du bolchevisme à l'échafaud sur la base d'aveux tous plus « surréalistes » les uns que les autres. L'objectif était bien sûr de démontrer pierre à pierre la sinistre farce que représentaient ces procès, mais également d'essayer d'en comprendre la logique profonde et le pourquoi. Dans cette optique un échange de lettres eut lieu alors entre Trotsky et Wendelin Thomas, l'un des leaders du soulèvement des marins allemands à Kiel en 1919, à propos des événements de Kronstadt de 1921. Car la question qui se posait était la suivante : y-a-t-il ou non un lien direct ou indirect entre ce qui s'était passé à Kronstadt en 1921 et les procès de Moscou ?

A une telle question, Trotsky qui était la cible véritable des procès de Moscou, mais qui en 1921 avait supervisé la répression contre les marins de Kronstadt, répondit avec sa morgue et sa mauvaise foi habituelles. « Le soulèvement de Kronstadt ne fut qu'un épisode dans l'histoire des relations entre la ville prolétarienne et le village petit-

bourgeois... » «... parmi les marins de Kronstadt, il y avait un grand pourcentage d'éléments complètement démoralisés qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient à la façon des souteneurs ». «... ils spéculent avec le drap, le charbon, le pain. A Kronstadt maintenant la racaille a relevé la tête ». « Les soviets dominés par les socialistes révolutionnaires et les anarchistes pouvaient seulement servir de transition pour passer de la dictature prolétarienne à la restauration capitaliste ». « Au fond, Messieurs, les critiques sont les adversaires de la dictature du prolétariat et par la-même, les adversaires de la révolution ».

Bref, pour Trotsky, Kronstadt était un soulèvement de petits bourgeois fondamentalement contre-révolutionnaires et c'était une bonne chose que d'avoir noyé ce soulèvement dans le sang. Et donc, rien à voir avec les procès de Moscou. Rien à voir, rien à voir... Voire !

Ante Ciliga, dans *La Révolution prolétarienne* n°278 du 10 septembre 1938 se chargea de lui démontrer le contraire et c'est cette réponse qui est reproduite dans la présente brochure (1).

Dans un premier temps, dans « les masses et la bureaucratie en 1920-1921 » Ciliga nous brosse un tableau du contexte militaire, politique, économique et social dans lequel eut lieu l'insurrection de Kronstadt. On peut noter entre autres qu'à cette époque la dictature du parti sur le prolétariat avait déjà remplacé la soi-disant dictature du prolétariat.

Ensuite dans le « programme de Kronstadt », il nous dépeint, citations à l'appui, les revendications des insurgés : réélections aux soviets avec vote secret, liberté de réunion et d'association pour les organisations syndicales et paysannes, rations égales pour tous les travailleurs, suppression de la mainmise bolchévique sur la vie économique, politique et sociale... ; leur haine de la dictature bolchévique, leur désir d'un socialisme non bureaucratique et non totalitaire, et leur volonté d'aboutir à la troisième révolution (2). Aux calomnies de Trotsky, il répond donc par des faits. Des faits qui ne laissent pas l'ombre d'un doute sur le caractère éminemment révolutionnaire de l'insurrection de Kronstadt.

De même dans « les moyens de lutte », Ciliga nous explique

en quoi l'attitude des insurgés a été empreinte d'honnêteté et de rigueur morale, et en quoi elle a contrasté avec celle des bolchéviks qui eurent recours à toutes les bassesses pour tenter de les réduire.

Enfin dans « bilan », il s'interroge sur le mécanisme même de la révolution socialiste et notamment sur le rôle du parti dans ce mécanisme. En ce sens il rejoint dans sa conclusion la question qu'il posait en préambule.

« Aujourd'hui, on assiste au meurtre des chefs de la révolution d'octobre ; en 1921, ce furent les masses de cette révolution qui furent décimées. Serait-il possible de déshonorer et de supprimer aujourd'hui les chefs d'octobre sans que la moindre protestation s'élève dans le pays, si ces chefs-là n'avaient, eux-mêmes, obligé à coups de canon les marins de Kronstadt et les ouvriers de la Russie entière à se taire ». Une question qui, cela va sans dire, est une bonne question !

Comme on le voit, cette brochure est à lire et à relire.

A sa lecture, on comprend mieux pourquoi Kronstadt est quelque chose d'absolument

indigérable par les troskistes et les léninistes de tout poil. Car, Kronstadt signifie tout simplement qu'en 1921, à l'époque de Lénine et Trotsky — bien avant Staline donc — la dictature du parti bolchévique était déjà une réalité. Et dans ces conditions, parler du stalinisme comme d'une dégénérescence manque de la plus élémentaire crédibilité.

Comme le disent les éditeurs à la fin de cette brochure — et ce sera également ma conclusion — : « Les faits nous démontrent que les stalinistes sont des léninistes qui ont réussi. Ciliga nous aide à comprendre que les trotskistes ne sont que des stalinistes qui ont tout raté ».

J.-M. Raynaud

(1) Editions Allia, en vente à la librairie du Monde libertaire : 25 F.

(2) Pour en savoir plus sur les événements de Kronstadt, on pourra lire : « La commune de Kronstadt » par Ida Mett, édition Spartacus.

« La tragédie de Kronstadt » par Paul Avrich, édition Seuil, collection Le Point.

« Kronstadt » par A. Skirda, édition La Tête de feuilles.

Et même le chapitre consacré par le trotskiste Pierre Broué, dans son livre *Le parti bolchévique*, à Kronstadt (éditions de Minuit, 1963) ; car une certaine honnêteté, c'est à dire en fait un certain cynisme, s'en dégage.

NOTES DE LECTURE

Georgui Markov

L'ODYSSÉE D'UN PASSEPORT...

A part sa consonnance slave, le nom de l'auteur ne dira rien à personne. Si l'on précise, en revanche, que c'est la malheureuse victime du fameux « coup de parapluie » bulgare, à Londres, en 1978, alors on saisira aussitôt l'intérêt de sa personne et de son œuvre. Qui était-ce pour que les services secrets de son pays veuillent s'en débarrasser à ce point ? Eh bien, contrairement à ce que l'on pourrait penser c'était un pur produit du régime, l'enfant chéri même des Lettres de Sofia, au point d'être chargé de se documenter dans les archives secrètes du Parti afin d'écrire la pièce de théâtre « Les communistes », lors de la commémoration des 25 ans du régime, en 1969. C'est justement de là que date sa disgrâce, sa pièce ayant été interdite pour non-conformisme, il ne lui restait qu'à se mettre à l'abri, du moins le pensait-il, en se réfugiant en Occident à la première occasion. Comment se fait-il qu'il ait préféré sacrifier tous ses privilèges et avantages de scribe du parti pour les aléas et les dangers de la vie d'exil ? Une seule petite chose : tout d'un coup, il n'a plus voulu mentir et être complice du système. Plus même, il s'est consacré, avec talent il faut le dire, à dénoncer les tares de la Bulgarie colonisée par Moscou.

C'est ce qu'il a réussi tout à fait avec ces huit nouvelles, tirées de la réalité sociale et politique de son pays et toutes aussi caractéristiques, symboliques même, de la tristesse et du désespoir provoqués par la pensée « made in Moscow ». C'est par exemple, le cas d'un ouvrier modèle, sur lequel s'appuie en principe tout l'édifice social nouveau, et qui est soudain saisi par le désir de voyager, c'est-à-dire d'obtenir un passeport, pour voir un peu le monde ; à partir de là, tous les verrous du mensonge vont tomber l'un après l'autre devant lui ; rien n'est possible sans protection ni gages, ce qu'on a toujours appelé auparavant « bakchiche », sans quelques faveurs mendiées et « services » douteux rendus, aucune possibilité de réussir dans ses démarches. En poussant sa critique de plus en plus loin, Markov retrouve des accents libertaires naturels : en particulier dans sa nouvelle « Le culte », où il rejoint La Boétie par sa dénonciation de la servitude volontaire consentie unanimement pour faire subsister la dictature, nulle à tous points de vue d'ailleurs, comme toute dictature. La dernière nouvelle, « Une république indépendante dans les égouts », est assez fantastique : dans une station d'épuration des eaux, où règne en permanence une odeur insoutenable — venue des déchets et excréments de la ville-pouvoir — un petit nombre d'individus vivent en complète harmonie et indépendance les uns avec les autres, protégés par leur atmosphère irrespirable des nez « délicats » ! En résumé, c'est une excellente initiative d'avoir publié ces récits qui nous aident à comprendre pourquoi les autorités de Sofia ont commandité le meurtre de celui qui en savait trop sur elles.

A. Skirda

• L'odyssée d'un passeport et autres nouvelles, éditions Acratie, 126 pages, 40 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

AUTOUR DE PACO IBANEZ

Paco Ibanez organise au Carré Silvia Montfort une série de représentations exceptionnelles :

• Dimanche 23 octobre à 16 h, il rend hommage à Oum Kalsoum, chanteuse égyptienne devenue un mythe dans le monde arabe, à l'instar de Piaf ou de La Callas.

• Lundi 24 octobre à 20 h 30, il accueille Ewa Demarczyk,

« l'Ange noire » de la chanson polonaise, pour une soirée consacrée aux musiques de Pologne.

• Dimanche 30 octobre à 16 h : Paco Ibanez et Silvia Montfort, Tacha Quintana, Paco Courto et Paco Narvaez salueront Federico Garcia Lorca. Carré Silvia Montfort, 106, rue Brancion. Paris 15°. Tél. : 533.66.70.

La Fédération anarchiste sur F.R.3. le 22 octobre de 16 h à 17 h 30

Dans le cadre de l'émission « Vivre en communauté en 1983 », la Fédération Anarchiste exprimera ses positions sur le sujet. Cette émission accueillera quatre autres participants sous forme de séquences indépendantes : adeptes du Zen, bénédictins, communauté de l'Arche et association « Amikoop-vie ». **Fédération-Anarchiste**

NOTES DE LECTURE

S.I.R.I.C. COMMUNICATION OU MANIPULATION

« **L** A vie quotidienne vue à la lumière du fonctionnement du cerveau. »

Manipuler quelqu'un, c'est lui imposer, à son insu, une manière de penser, et, donc, d'agir. Trop souvent notre pensée nous échappe, parce que nous n'avons jamais cherché à la contrôler, ni à la comprendre. Les hasards de nos vies nous ont amenés là où nous sommes, et il ne nous vient pas à l'idée que nous avons pu y être menés, comme des moutons, ou comme des électeurs...

Apprendre à réfléchir et à comprendre un peu plus ce qui se passe dans nos crânes, pour éviter d'être influencés malgré nous, d'être menés là où, en temps ordinaire, nous aurions refusé d'aller, c'est un des buts de ce livre.

Il y a, d'un côté, la réalité objective, de l'autre, la représentation que nous en avons, entre les deux, souvent, un fossé, et ce livre peut servir de pont. La vie est une confrontation permanente avec la réalité, et elle sera d'autant plus facile que nous en aurons une

représentation plus fidèle. Certains hommes sont versés dans l'art de déformer le réel et de présenter aux autres leur délire personnel comme une évidence universelle. Les extraordinaires facultés d'adaptation que nous donne notre encéphale, rendent possible l'élaboration de systèmes de pensées parfaitement démentés, en fonction des déformations successives que nous faisons parfois subir à la représentation que nous avons de la réalité extérieure. Une meilleure connaissance de notre réalité psychique peut nous aider.

On pourrait regretter l'absence de références, mais cela rend l'ouvrage particulièrement léger, et il se lit comme un roman. Accessible à tous — c'est presque un défaut — s'il décrit amplement la manipulation et les manières de s'en protéger, il pourrait aussi inspirer certains mauvais esprits qui y apprendront l'art de manipuler ! Une raison de plus pour vous de le lire, pour vous protéger...

Curieusement, comme cela arrive souvent lorsqu'un ouvrage a pour but d'élever le niveau

de conscience de ses lecteurs, on retrouve au fil des pages, des prises de position qui n'auraient rien de déplacé dans *Le Monde libertaire*. Ainsi, dans l'épilogue, page 341, en parlant des « dominants » : « Ceux-ci pour pouvoir exploiter tranquillement et méthodiquement autrui, ont inventé une double morale : la leur, qu'eux seuls connaissent, autorise tout ce qui accroît leur pouvoir. Mais ils diffusent à leurs esclaves une autre morale, inverse : l'abdication passive de leurs intérêts vitaux et même mieux, la sacralisation de leur écrasement devenu vertu. »

Communication ou manipulation n'est pas un guide pratique de l'utilisation du cerveau. Il ne fait pas la lumière sur tout et ne donnera à personne des pouvoirs surnaturels, mais c'est un ouvrage salubre d'une utilité quotidienne. Pour 65 F., sérieusement, il les vaut.

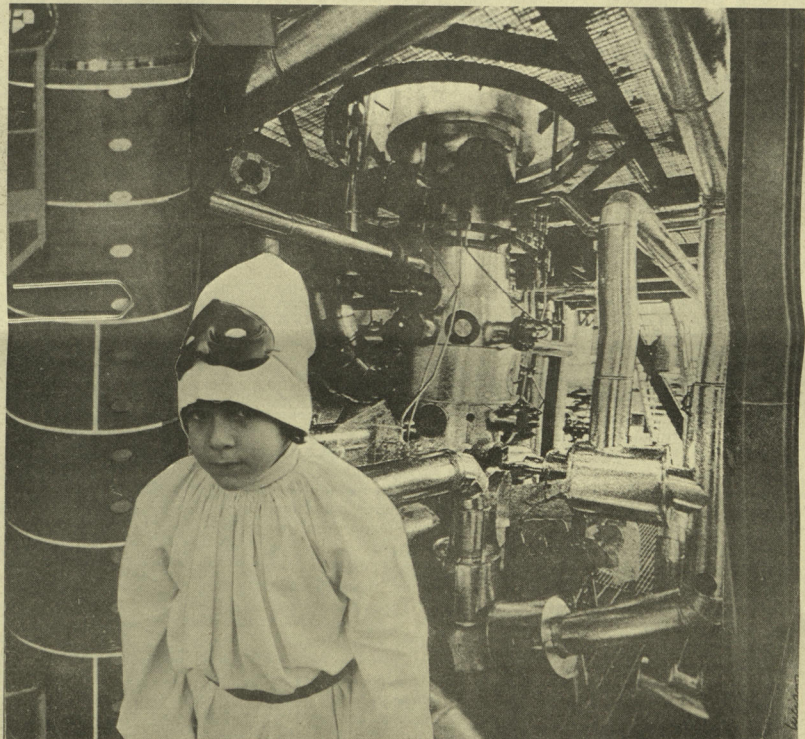
Jacques Groupe Bobigny-Drancy

(1) Edition Empirika, en vente à la librairie du Monde libertaire.

Prochains invités de

RADIO LIBERTAIRE

- Jeudi 20 octobre : « La vie d'artiste » (16 h-18 h) : Francesca Solleville.
- Vendredi 21 octobre : « L'invité quotidien » (20 h-22 h) : Serge-Kristophe Kolm présente son livre « Sortir de la crise ».
- De bouche à oreille » (16 h-18 h) : Sapho.
- Samedi 22 octobre : « Samedi et vous ? » (9 h-12 h) : Le Quart Monde ou le Tiers Monde commence à nos portes.
- Dimanche 23 octobre : « Ici Dieu, à vous Paris » (9 h-13 h) : toujours l'anti-cléricisme au goût du jour !
- Lundi 24 octobre : « Le sac à malice » (14 h-16 h) : à 14 h, quel spiritualisme pour demain ? (à propos des sectes). A 15 h, Geneviève Bigeuve et ses amis viennent lire des textes d'humanistes (théâtre en direct sur R.L.).
- Mardi 25 octobre : « Contre l'enfermement » (22 h-24 h) : Denis Langlois.
- Mercredi 26 octobre : « Les raisons de la colère » (18 h-19 h) : émission animée par des militantes de la Fédération anarchiste.



PAIX ?



« **L** A nostalgie du repos et de la paix doit elle-même être repoussée ; elle coïncide avec l'acceptation de l'iniquité » Albert Camus.

Vouloir la paix n'est pas vouloir figer le monde tel qu'il est. Le pacifiste qui fait du mot paix un but en soi, qu'il soit conscient ou non, impose le silence à la misère et à l'injustice.

Nous, anarchistes, nous ne voulons pas de cette paix-là. L'homme ne peut rester indifférent à l'injustice et à l'absurdité du monde, comme il ne peut se contenter d'un hypothétique paradis. C'est de cette saine révolte qu'est né le socialisme libertaire.

Mais l'histoire nous a appris qu'il n'était pas bon de vouloir le bonheur de l'humanité toute entière contre elle-même. La marche vers l'unité ne peut se faire aux pas cadencés des doctrines. Vouloir libérer tous les hommes en les asservissant tous, même provisoirement, comme le voudrait la logique de la « dictature du prolétariat », c'est utiliser les moyens du cynisme politique. C'est vouloir en définitive « l'exaltation du bourreau par ses victimes ». Telle est l'impasse qu'il ne faut pas emprunter. Vouloir la paix, c'est vouloir la marche vers l'unité dans la liberté.

L'unité, c'est la reconnaissance mutuelle d'une destinée commune. Cette destinée commune ne peut être réduite à la recherche exclusive de l'abondance des biens matériels. Cette destinée commune, c'est la recherche obstinée de la créativité humaine. C'est-à-dire la possibilité donnée aux hommes d'appliquer leur intérêt et leur réflexion autant au travail lui-même qu'à son produit. Telle est la règle qui doit éclairer l'action. Tel est le sens profond de la pensée libertaire. Cette démarche est un complet renversement de l'ordre des valeurs et de la finalité du travail. Elle inscrit l'individu et son épanouissement au centre du système socio-professionnel. Le syndicalisme révolutionnaire et le socialisme libertaire instruits de la Commune portaient de la base concrète de la profession pour l'un, et de la Commune pour l'autre, les deux cellules vivantes sur lesquelles devait s'élever le renversement du vieux monde. Une telle démarche ne pouvait tolérer à terme l'existence d'un Etat autoritaire et de son soutien, l'armée.

Trois guerres et la révolution bolchévique ont tenté de détruire ce ferment, comme aujourd'hui, où le pouvoir socialo-communiste s'acharne à nous faire taire. A l'heure de la montée des périls où de puissants mouvements pacifistes naissent aux quatre coins de l'Europe, il nous appartient de dissiper les brumes et les brouillards qui les enveloppent. Brouillards savamment entretenus par les tenants de la production bourgeoise pour qui la paix veut dire : imposer silence à la misère. Brumes savamment entretenues par les tenants du « bilan globalement positif » pour qui la paix veut dire : cynisme politique. N'est-ce pas MM. Seguy, Gremetz et compagnie ? N'étiez-vous pas cosignataires de l'appel des 100 ? « J'aime la paix » ne veut rien dire si on ne sait pas le contenu que ces mots recouvrent. (Pour certains signataires de cet appel, il était plus juste de parler d'appel indécent).

Car un fait nouveau et indéniabie s'est inscrit dans l'histoire de l'humanité : la capacité militaire donnée aux belligérants de détruire totalement plusieurs fois l'ennemi, quoi qu'il arrive et ceci sans partage. Face à cette apocalypse nucléaire, où il ne peut y avoir d'épargnés, le plus fou recul. Mais jusqu'à quand... ?

N'est-il pas déjà du domaine de la folie que d'accroître inutilement un armement atomique déjà 100 fois suffisant à la destruction de la planète ? Où se trouve la logique d'un tel comportement si ce n'est dans la démente ?

Une telle réponse ne peut nous convenir dans sa simplicité. Derrière les apparences du pouvoir et de sa folie destructrice, quelles vérités avons-nous trouvées ?

• **A l'Ouest** : Un puzzle de sociétés, de nations en concurrence, mais fondées sur un espoir, un ciment commun, le bonheur par l'abondance des biens matériels. Des sociétés tournées vers cet unique pôle dont le seul mobile est l'efficacité économique en vue de ce but suprême et son idolâtrie. Un système comme nous l'avons vu, basé sur l'extrême division du travail, et qui ne tient aucun compte des aspirations humaines à la créativité. Des individus isolés sans pouvoir, rouages de la machine, rendus aveugles et impuissants au sang versé par les quelques Grandes Fa-

milles bourgeoises qui entendent mener le monde.

Une société en mutation, où une classe de « grands spécialistes » rendus indispensables à la régulation des éternelles contradictions économiques du système s'empare partiellement du pouvoir en accédant à ses lieux institutionnels, comme en France.

Enfin une société en crise dont l'expansionnisme économique est en échec. Bien que fissuré, lézardé, l'édifice est encore solide et ne manque pas d'utiliser toutes ses cartes, notamment celles du nationalisme, voir du fascisme (Chili, Argentine, Afrique du Sud...).

• **A l'Est** : Un empire bureaucratique bloqué dans ses rouages économiques, voué viscéralement à un expansionnisme guerrier. Un peuple au passé brisé et à l'avenir sans consistance si ce n'est d'être le sujet de la Grande Russie. Une société stratifiée où le domaine militaire est le cœur artificiel du corps déjà presque froid.

Bien que d'apparence indestructible, son incapacité au mouvement appelle à une révolution, ce qui ne veut pas dire que celle-ci aura forcément lieu.

D'ailleurs, n'assistons-nous pas à une nouvelle forme de guerre mondiale ? Une guerre larvée conduite par pays satellites ou alliés interposés ? Le gouvernement français actuel (et tant d'autres avant lui) s'inscrit activement dans ce processus tant par des interventions militaires directes, que par la modernisation de son arsenal nucléaire et par les ventes d'armes.

Le C.O.D.E.N.E. (1) qui appelle au rassemblement du 22 octobre soutenu par la C.F.D.T., est né du rassemblement des antinucléaires pour le désarmement qui s'était tenu au Larzac les 6 et 7 août derniers (2). Celui-ci se prononce pour le non-déploiement des Pershing II, la destruction des S.S. 20 et le gel de l'armement nucléaire français.

Il est clair pour nous anarchistes, que ces propositions sont insuffisantes, même si elles ont le mérite de ne pas privilégier un camp vis-à-vis de l'autre, car ce qui est en cause, au fond, c'est l'existence même des armées, c'est la démarche mili-

tariste qui a créé un tel état de fait.

Pour l'heure, il n'est pas inutile de rappeler que la France occupe la première place par tête d'habitant parmi les pays exportateurs d'armes et que la lutte contre la guerre, contre les armées, commence ici et aujourd'hui !

Demain la guerre ?

Sommes-nous au bord du gouffre ? L'empire russe et le « grand satan » américain sont-ils prêts à en découdre ?

La réponse apportée à cette interrogation est capitale, car elle détermine l'ordre d'urgence à apporter à notre action. Bien qu'il soit impossible d'apporter une réponse définitive datée, il est cependant urgent de mesurer le taux de probabilité de cette

funeste perspective. Du reste la Troisième Guerre mondiale n'est-elle pas déjà commencée ?

La peur et la dramatisation de la guerre jouées par les super-grands veut nous contraindre à choisir notre camp. Notre camp n'est ni à l'Ouest ni à l'Est, mais dans l'état actuel des choses, il se situe au minimum contre tous les mensonges.

Pas une heure !

Pas un sou !

Pas un homme pour la guerre !

Christian

Gr. P. Besnard

(1) Comité pour le désarmement nucléaire en Europe, grossièrement il rassemble ceux qui trouvent que le Mouvement de la paix est trop proche du Parti communiste français.

(2) Voir *Monde libertaire* du 29 septembre 1983.

LE MARTEAU, LA FAUCILLE ET LE GOUPILLON

L'installation de nouveaux missiles sur le territoire de cinq Etats membres de l'O.T.A.N. suscite diverses réactions. A chacun d'analyser et de réagir selon ses aspirations. Voilà donc l'occasion pour certains de rappeler leur talent d'endormeurs !

Les mouvements d'inspiration chrétienne (1) ou ésotérique (2) se catalysent sur l'armement nucléaire, ignorant la militarisation de la société et à fortiori le rôle de l'armée. Ils prônent la réconciliation, consacrant ainsi l'inégalité sociale et une exploitation à visage humain. Le souci d'évangélisation est latent, mais ils préfèrent l'inculquer en poussant à des comportements d'assistés.

Les mouvements marxistants tentent de faucher ce qui a échappé au premier ratissage clérical (3). Avec une approche à caractère plus politique, ils cheminent d'un changement de personnel gouvernemental à un projet d'Etat prolétarien. Succursales des politiciens de la gauche à l'extrême gauche, ils prêchent pour la maison-mère.

Ces deux grandes espèces d'endormeurs (4) viennent d'unir leurs efforts à Strasbourg en organisant conjointement des rencontres sur le thème du désarmement, les 14 et 15 octobre 1983. Le dénominateur commun étant la fin du « surarmement » (1) en Europe (11) et le refus d'implantation des missiles « made in U.S.A. »...

Les communistes, Francis Wurtz (P.C.F.) et Fabrizia Baduel-Glorioso (P.C.I.) cotoyaient les cléricaux dont Jakob Jokers (pasteurs en R.F.A.). Sur qu'ils rivalisaient de sophismes.

Fred (liaison Bas-Rhin)

(1) Amis de l'Arche, Mouvement pour une alternative non violente, Mouvement international de la réconciliation, Réseau-Espérance, Femmes pour la paix, Cimade, C.C.F.D., Pax-Christi, M.R.J.C., Justice et Paix...

(2) Association internationale du livre de la paix, Ordre rosicrucien, revue *Le monde inconnu*,...

(3) Mouvement de la paix, M.D.P.L.,...

(4) Aux associations précédemment citées, il convient d'ajouter le P.C.F., Union des étudiants communistes, C.G.T., Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire, Strasbourg alternative,...